

Travail de mémoire pour l'obtention du diplôme Bachelor of Arts HES·SO en travail social

HES·SO//Valais Wallis Domaine Santé &Travail social

FEMMES MIGRANTES & VIOLENCES CONJUGALES

**L'ARTICLE 50 DE LA LOI SUR LES ETRANGERS (LETR) EST-IL
APPLIQUE A L'EGARD DES FEMMES MIGRANTES VICTIMES DE
VIOLENCES CONJUGALES ? QUELS CRITERES SONT RETENUS POUR
LE RENOUVELLEMENT DE LEUR AUTORISATION DE SEJOUR ?**

Réalisé par Fatxiya Ali Aden
Promotion TS AS 07
Sous la direction de Claudio Bolzman

Lausanne, le 19 août 2013

Remerciements

Je tiens à remercier toutes les personnes qui m'ont accordé leur confiance en me livrant leurs expériences, leurs compétences et conseils. Je pense aux responsables des Centres LAVI, Valais, Genève, Lausanne et Neuchâtel. Au groupe de travail « Femmes migrantes & violences conjugales »¹ pour son combat afin que la voix des femmes migrantes puisse être entendue à la fois sur la scène internationale et nationale.

Aux membres de ma famille et amis pour leur encouragement.

Un merci tout particulièrement à Monsieur Claudio Bolzman, directeur de mon travail de mémoire et à Madame Françoise Jacquemettaz, responsable du Centre Suisses-Immigrés, Valais, pour leur accompagnement et soutien sans faille.

Les opinions émises dans ce travail n'engagent que leur auteure.

¹ Le Groupe de travail "Femmes migrantes & Violences conjugales" est composé d'individus et de représentant-e-s des associations suivantes : le Centre de Contact Suisses-Immigrés (CCSI) Genève, le Centre Suisses-Immigrés Valais (CSI Valais), la Fraternité du Centre social protestant, Vaud (CSP-VD), l'Organisation Mondiale Contre la Torture (OMCT), Solidarité Femmes Genève, Camarada, Collectif « Les Sorcières en colère », F-Information et le Syndicat Interprofessionnel des travailleuses et travailleurs (SIT)

Avertissement

Pour faciliter la lecture, j'ai opté pour la forme masculine qui comprend aussi bien le genre féminin que le genre masculin.

Résumé

De nombreuses femmes originaires d'Etats tiers (hors union européenne) bénéficient d'un statut en Suisse à titre de regroupement familial afin vivre auprès de leur époux. Cette situation implique une dépendance importante à l'égard de leur conjoint. Or, les conséquences de cette dépendance peuvent devenir dramatiques, notamment en cas de violences conjugales.

La thématique de mon travail de bachelor consiste en une recherche sur la protection accordée à ces migrantes en cas de dissolution de la vie conjugale en raison de violences au sein du couple. Cependant, il demeure incontesté que ces violences sont, pour différents motifs, extrêmement difficiles à dénoncer pour les personnes concernées.

Ma recherche a pour but de comprendre si la nouvelle loi sur les étrangers (LEtr), spécialement l'article 50 LEtr qui a été introduit afin de mieux protéger les migrantes victimes de violences conjugales, offre une réelle protection et si les critères d'application favorisent ou non l'opportunité de se soustraire d'une relation empreinte de violence.

La nouvelle disposition comporte un certain nombre d'obstacles. En effet, les femmes migrantes doivent étayer les violences subies par l'apport de solides moyens de preuves tels que : certificats médicaux, rapports de police, de maisons d'accueil et de centres de consultation LAVI, dépôt de plainte pénale, jugement, etc. ou administrer la preuve qu'une réintégration dans le pays d'origine peut s'avérer risquée. Faute de ces éléments, elles perdent leur autorisation de séjour et se voient contraintes à réintégrer leur pays d'origine.

Pour résumer, l'ensemble de ma recherche en corrélation avec les professionnels du terrain, démontre qu'il est difficile de répondre aux critères énoncés dans le cadre légal et que le statut des femmes migrantes emprisonnées dans une relation violente demeure, malgré les modifications récemment intervenues, extrêmement précaire.

MOTS-CLES

- Article 50 de la loi sur les étrangers (LEtr) ;
- Migration ;
- Femmes migrantes extra-européennes ;
- Cadre légal, regroupement familial ;
- Statut de séjour ;
- Violence conjugale ;
- Instances juridiques en matière de migration.

Table des matières

REMERCIEMENTS.....	1
AVERTISSEMENT	2
RESUME	3
1. INTRODUCTION.....	7
2. PARTIE THEORIQUE	8
2.1 PROBLEMATIQUE.....	8
2.1.1 Migration en Suisse - Contexte et perspectives historiques et sociétales.....	9
2.1.2 Distinction Schengen et Etats tiers	10
2.1.3 Aspect économique – migration utilitariste	11
3. CADRE CONCEPTUEL	12
3.1 MIGRATION FÉMININE PROVENANCE ET STATUTS	12
3.2 MIGRATION ET RAPPORTS SOCIAUX DE SEXE.....	13
4. CADRE LEGAL	14
4.1 REGROUPEMENT FAMILIAL	14
4.2 EXTINCTION DU DROIT AU REGROUPEMENT FAMILIAL (ART. 50 ET SUIVANTS)	17
4.3 INTERPRÉTATION DE L'ARTICLE 50.....	17
4.3.1 Réintégration fortement compromise	17
4.3.2 Intégration	18
4.3.3 Objectifs et questions soulevées.....	18
4.3.4 Modification d'application de l'article 50 LEtr.....	19
5. LA VIOLENCE CONJUGALE	19
5.1 DÉFINITION.....	19
5.1.2 Ampleur du phénomène.....	20
5.1.3 Le cycle de la violence conjugale.....	22
5.1.4 Facteurs de risque /les modèles explicatifs.....	23
5.1.5 Conséquences de la violence sur les femmes	24
5.2 RÉPONSES INSTITUTIONNELLES AU PROBLÈME DE LA VIOLENCE CONJUGALE	24
5.2.1 Cadre légal	25
5.2.2 Aperçu des mesures prises en Suisse	25
6. VIOLENCES CONJUGALES - INTERPRETATION PROBLEMATIQUE	25
6.1 DISTINCTION ENTRE LES SCHÉMAS DE VIOLENCE DANS LES RELATIONS DE COUPLE	25
6.1.1 Une « violence conjugale d'une certaine intensité »	26
6.2 ASPECTS MAJEURS DE LA DIFFERENCIATION DE LA VIOLENCE DOMESTIQUE.....	27

7. QUESTIONNEMENT	28
7.1 LA QUESTION DE RECHERCHE	28
7.2 LES HYPOTHÈSES	29
8. METHODOLOGIE.....	31
8.1 TECHNIQUES DE RÉCOLTE DE DONNÉES	31
8.1.1 Construction de la grille d'analyse.....	32
8.1.2 Questionnaire aux services spécialisés	32
8.2 LES LIMITES DE LA RECHERCHE	33
9. PARTIE EMPIRIQUE	33
9.1 ANALYSE DES DONNÉES	33
9.1.1 Présentation de l'échantillon	33
9.2 ELÉMENTS D'ANALYSE	34
9.2.1 Durée de la vie commune.....	40
9.2.2 Violences conjugales/Intensité insuffisante.....	40
9.2.3 Violences conjugales/Intensité suffisante.....	44
9.2.4 Intégration/attaches en Suisse	46
9.2.5 Réintégration dans le pays d'origine	46
9.3 ANALYSE QUESTIONNAIRE DES CENTRES LAVI ROMANDS.....	49
10. SYNTHÈSE	54
10.1 Vérification des hypothèses	54
11. PERSPECTIVES.....	60
12. CONCLUSION	61
13. BIBLIOGRAPHIE	63
13.1 OUVRAGES UTILISÉS	63
13.2 OUVRAGES CONSULTÉS.....	65
13.3 CYBEROGRAPHIE.....	65
14. ANNEXES.....	66

LISTE DES ABREVIATIONS

AELE/ALCP	Association européenne de libre échange/Accord sur la libre circulation des personnes
CE/AELE	Communauté européenne/Association européenne de libre échange
CEDAW	Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes
CEDEF	idem
CEDH	Convention européenne des Droits de l'homme
LAsi	Loi sur l'asile
LAVI	Loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions
LEtr	Loi sur les étrangers
LSEE	Loi sur le séjour et l'établissement des étrangers (abrogée)
OASA	Ordonnance relative à l'admission, au séjour et à l'exercice d'une activité lucrative
ODM	Office fédéral des migrations
ODAE	Observatoire du droit d'asile et des étrangers
SPM	Service de la population et des migrations
SPOP	Service de la population, Vaud
TAC	Tribunal administratif cantonal
TAF	Tribunal administratif fédéral
TC	Tribunal cantonal
TF	Tribunal fédéral

1. INTRODUCTION

Contexte professionnel (Centre Suisses-Immigrés (CSI))

Les buts du Centre Suisses-Immigrés, au sein duquel j'ai effectué ma formation et où j'évolue professionnellement, sont de soutenir et d'accompagner les migrants dans la défense de leurs droits. Mais aussi de favoriser la participation des immigrés à la vie de la communauté locale dans le respect de leur identité et encourager leur accueil par la population suisse. Le CSI s'attache également à informer et sensibiliser la population sur la réalité de la migration et s'investit dans les campagnes liées aux modifications de la loi sur l'asile et la loi sur les étrangers, aux votations menaçant et discriminant les étrangers.

Implication personnelle dans la thématique

Dans le cadre de notre travail au CSI-VS, nous rencontrons de nombreuses personnes originaires de pays dits « tiers »² qui ont épousé des Suisses ou des migrant-e-s au bénéfice d'une autorisation de séjour ou d'établissement. Ces personnes, en grande majorité des femmes, se retrouvent dans une situation de dépendance juridique si elles ont obtenu un permis de séjour suite à leur mariage. Or les conséquences de cette dépendance peuvent devenir dramatiques en cas de violences conjugales. En effet, le fait de quitter le domicile conjugal peut entraîner la perte du permis de séjour, même lorsque les actes de violence sont avérés et rendus vraisemblables (rapport de police, constat médical, mesure de protection, etc.).

La principale difficulté pour une association comme la nôtre (et ce qui personnellement me pose un cas de conscience) c'est le passage de nombreuses femmes qui évoquent leur souffrance, les violences endurées et de ne pouvoir apporter aucune solution satisfaisante permettant de les protéger.

C'est la raison pour laquelle j'ai rejoint le groupe de travail « Femmes migrantes et violences conjugales » qui s'est constitué début 2009 et se réunit régulièrement à Genève. Il compte sur la participation d'organisations œuvrant à la fois sur la migration et les violences conjugales venant de différentes régions (Genève, Vaud, Valais) et a depuis lors entrepris plusieurs activités, en partenariat avec l'Observatoire romand du Droit d'Asile et des Etrangers (ODAE). Cette collaboration a abouti à la présentation de rapports à quatre comités onusiens et à la publication, en mars 2011, d'un rapport thématique sur la situation des femmes migrantes victimes de violences conjugales qui avait pour objectif d'attirer l'attention des autorités fédérales en vue d'uniformiser les pratiques cantonales (critères communs). Le Groupe de travail collabore également avec des Conseillères nationales (ex : Mme Maria Roth-Bernasconi, Mme Ada Marra). Du fait de la visibilité gagnée par le Groupe de travail, certains de nos membres ont participé à des réunions à Berne où des cas concrets ont été exposés par permettre de faire avancer la problématique en matière d'application de l'art. 50 al.1 let. b et al. 2 de la loi sur les étrangers (LEtr) afin de garantir aux victimes d'actes de violences conjugales une autorisation de séjour sans autre condition que d'avoir rendu vraisemblable le fait d'avoir été victime de tels actes. Je reviendrai plus en détail sur les actions menées et leur résultat tout au long de ma recherche.

²C'est à dire hors Union européenne (UE et Association européenne de libre échange (AELE))

Questionnement de départ

En refusant de renouveler l'autorisation de séjour après une séparation ou un divorce, les autorités veulent-elles donner comme message aux victimes de violences conjugales de taire leurs souffrances et de continuer à vivre auprès de leur conjoint violent au péril de leur santé ?

Nos autorités ont mis sur pied ces dernières années divers dispositifs juridiques en faveur des victimes de violences domestiques. Ne devrait-on pas chercher à protéger également les victimes étrangères au lieu de les fragiliser encore davantage par la menace d'un renvoi ?

- La protection que devraient apporter nos autorités aux femmes victimes de violences domestiques dans notre pays ne serait-elle attribuée que selon leur provenance et le statut de séjour ? Est-ce une question de mérite qu'on soit étrangère ou suisse ?
- Une telle application de la loi ne risque-t-elle pas de pousser les femmes étrangères à taire les violences subies afin d'éviter une expulsion ?
- L'intérêt de la Suisse à limiter l'immigration n'est-il pas subordonné dans pareil cas à un devoir de protection ?³

Ce questionnement de départ m'a permis d'élaborer une ligne de conduite dans mon travail de recherche et de me distancer du terrain professionnel, afin d'appréhender une loi cadre qui parfois me paraît si éloignée de la réalité quotidienne vécue par une population déjà extrêmement fragilisée (dépendance statutaire vis-à-vis d'un conjoint, discrimination face à l'emploi et face à la violence domestique et victimisation secondaire devant les institutions censées les protéger).

2. PARTIE THEORIQUE

2.1 Problématique

La violence conjugale est un phénomène d'une ampleur souvent sous-estimée. Selon l'Office fédéral de la statistique, quelque 22 femmes meurent chaque année en Suisse des suites d'une agression commise dans un contexte de couple⁴. Il demeure incontesté que ces violences, pour différentes raisons, sont extrêmement difficiles à dénoncer par les personnes concernées. Or, pour les femmes d'origines extra-européennes mariées à un Suisse ou à un ressortissant étranger au bénéfice d'un permis C, il existe un obstacle supplémentaire qui les décourage souvent d'entreprendre toute démarche ou d'envisager la poursuite des démarches déjà entamés en vue d'une séparation et/ou d'une dénonciation : d'après la loi, leur autorisation de séjour dépend en principe de l'existence de la vie commune, lorsqu'il est obtenu par regroupement familial. En se séparant de leur mari violent, elles courent donc le risque de perdre leur autorisation de séjour et de se faire expulser. L'effet pervers engendré est le suivant : les femmes étrangères victimes de violences conjugales seront encore moins

³ <http://www.oda-romand.ch> Fiche Observatoire romand du droit d'asile et des étrangers (ODAE), CAS 078/ 25.06.09

⁴ <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/19/03/02/dos/02/04.html>, site de l'Office fédéral de la statistique (OFS), consulté le 9 octobre 2012

enclines à quitter leur mari violent et préféreront taire les actes subis, parfois au péril de leur vie, plutôt que de les dénoncer.

Elles sont ainsi doublement victimes : en tant que femme face au fléau des violences domestiques et en tant qu'étrangère face aux autorités qui cherchent à limiter le nombre d'immigrés.

2.1.1 Migration en Suisse - Contexte et perspectives historiques et sociétales

L'essor des études sur les phénomènes migratoires en Suisse est étroitement lié à un changement dans la manière d'aborder la question. Aujourd'hui, les migrations ne sont plus présentées comme des exceptions temporaires, mais comme un phénomène structurel du monde contemporain, un fait qui s'inscrit dans le contexte des évolutions économique, sociale et politique globales. Elles constituent donc un élément clé des sociétés contemporaines. Si la migration des femmes et des hommes est une constante de l'histoire de l'humanité, l'ampleur des flux migratoires a augmenté et toutes les régions du globe sont aujourd'hui touchées⁵.

Jusqu'au XIXe siècle, la Suisse est avant tout un pays d'émigration. Le chômage et la pression démographique contraignent surtout de petits agriculteurs paupérisés à quitter le pays. Ce n'est qu'à l'ère de l'industrialisation, vers la fin du XIXe siècle, que la Suisse devient un pays d'immigration. En 1890, le nombre d'immigrants enregistrés dépasse pour la première fois celui des émigrants, sous l'effet de conditions de travail plus attrayantes qu'ailleurs et de la totale liberté de circulation des personnes, propice à une immigration de proximité. Durant toute cette période, marquée par le libéralisme économique, la libre circulation était une évidence pour les autorités et la Confédération va conclure des traités en ce sens avec 21 autres Etats. En 1914, le nombre d'étrangers atteint un premier point culminant à 600'000 personnes, soit 15% de la population totale. Une évolution qui effraie les autochtones. Dès lors, la lutte contre la «surpopulation étrangère» devient un objectif de la politique (fédérale depuis 1925) menée à l'égard des étrangers et des réfugiés et en matière de marché du travail. Pendant les années du national-socialisme, la Suisse se présente, non pas comme une terre d'asile, mais comme un pays de transit des réfugiés. La proportion d'étrangers ne cesse alors de reculer pour atteindre, au milieu de la Seconde Guerre mondiale, un plancher historique à 223'000 personnes (5% environ de la population totale) – conséquence d'une politique d'asile restrictive, avec le refoulement à la frontière de milliers de réfugiés juifs⁶.

L'essor économique de l'après-guerre engendre, en Suisse, une forte demande de main-d'œuvre étrangère. Celle-ci sera recrutée en Italie principalement, pour travailler dans l'agriculture, l'industrie et le bâtiment.

Durant cette période et jusqu'au milieu des années 1960, la politique menée à l'égard des étrangers repose essentiellement sur le principe dit de rotation. Celui-ci consiste à limiter à quelques années le séjour des travailleurs étrangers, qui jouent le rôle de «tampon conjoncturel» et dont l'autorisation de séjour n'est pas systématiquement renouvelée.

⁵ Migration : genre et frontière – frontières de genre, Janine Dahinden, Magdalena Rosende, Natalie Bendelli, Magaly Hanselmann, Karine Lempen, Nouvelles Questions Féministes (NQF) – vol 26, N° 1/2007, Revue internationale francophone, Antipodes, p. 5

⁶ <http://www.bfm.admin.ch/content/dam/data/migration/berichte/migration/migrationsbericht-2011-f.pdf>, Rapport sur la migration 2011, Département fédéral de justice et police (DFJP), Office fédéral des migrations, Rétrospective historique, p 8 à 10. Consulté le 7 juin 2012

Leur intégration n'est donc pas une fin en soi. Pourtant, le nombre de travailleurs immigrés continue de s'accroître sensiblement, si bien qu'en 1970, la Suisse recense pour la première fois plus d'un million d'étrangers; la polémique autour de la surpopulation étrangère s'intensifie, envenimée par l'initiative Schwarzenbach, que le peuple rejette de justesse (54%) la même année. Soucieuses de contenir les courants xénophobes au sein de la population, les autorités prennent alors une série de mesures destinées à limiter l'immigration de travail, désormais issue en grande partie de la Yougoslavie, de la Turquie et du Portugal. La récession économique qui sévit au milieu des années 1970 et l'introduction de contingents cantonaux pour les titulaires d'une autorisation de séjour à l'année et pour les saisonniers n'empêchent pas la population étrangère permanente d'augmenter d'année en année, sous l'effet également du regroupement familial et de la pratique restrictive en matière de naturalisations. En 1994, elle dépasse pour la première fois le seuil des 20%. En 2000, l'adoption par le peuple de l'Accord sur la libre circulation des personnes avec l'UE et l'AELE (ALCP) ouvre un nouveau chapitre dans les relations entre la Suisse et sa main-d'œuvre étrangère: dans les pays membres de l'UE et de l'AELE, des travailleurs peuvent désormais être recrutés indifféremment de leurs qualifications, tandis que la sélection par la qualification est maintenue pour les pays hors UE/AELE⁷.

2.1.2 Distinction Schengen et Etats tiers

Si la Suisse a longtemps été un pays d'émigration, la politique d'immigration helvétique a toujours été au service du marché de l'emploi (Piguet Etienne, 2005). Actuellement, la Suisse fait partie des pays européens qui comptent le plus de personnes étrangères par rapport à sa population totale (21,7%, août 2009)⁸.

L'immigration représente donc, ne serait-ce qu'au plan strictement démographique, une composante majeure de l'histoire récente de la Suisse. Elle a permis à ce pays de connaître durant la décennie 1990-2000 l'une des plus fortes croissances démographiques d'Europe de l'Ouest, sa population passant de 6,9 millions à 7,3 millions (+5,9%). Si ce chiffre illustre l'importante migration de peuplement, il reste modeste en regard d'une deuxième facette, plus impressionnante encore, de l'immigration vers la Suisse : la migration temporaire.

Au cours des soixante dernières années, on peut estimer à près de 6 millions le nombre d'immigrants entrés en Suisse au bénéfice d'un permis de séjour ou d'établissement. Quatre sur cinq ont par la suite regagné leur pays d'origine ou poursuivi leur voyage. Entre 1948 et 2002, date où ce statut a été aboli, la Suisse a par ailleurs délivré 7 millions de permis de saisonniers d'une durée maximale de neuf mois.⁹

C'est en 1925 (accepté en votation populaire le 25 octobre 1925. Oui : 62%), grâce à un nouvel article constitutionnel, que la Confédération a obtenu le droit d'être active en matière d'immigration (article 69 ter). Selon cet article, la Confédération a le droit de légiférer sur l'entrée, la sortie, le séjour et l'établissement des personnes de nationalité étrangère.

⁷ *Ibid.*, p.10

⁸ <http://www.bfm.admin.ch/content/dam/data/migration/statistik/auslaenderstatistik/2012/auslaenderstatistik-2012-08-f.pdf>, Statistique Office fédéral des Migrations, fin août 2009 - Si l'on fait abstraction des personnes effectuant un séjour de courte durée et de celles qui relèvent du domaine de l'asile, cette proportion descend à 20,2 %

⁹ Etienne Piguet, L'immigration en Suisse, 60 ans d'entrouverture, 2^e édition entièrement mise à jour, Collection Le Savoir suisse, Presses polytechniques et universitaires romandes

Elle a, de plus, le droit de statuer en dernier ressort sur les autorisations de séjour prolongé et l'établissement et sur l'acceptation et le refus d'accorder l'asile. Sur la base de cet article constitutionnel, la Loi fédérale sur le séjour et l'établissement des étrangers (LSEE) du 26 mars 1931 a été adoptée, elle peut-être considérée comme une loi-cadre.

En effet cette Loi accorde au pouvoir exécutif, c'est-à-dire au Conseil fédéral, la quasi-totalité de la compétence de légiférer au niveau de l'ordonnance. La LSEE est principalement concernée par la politique d'admission et laisse à la libre appréciation des autorités le nombre d'autorisations de séjour à accorder, "en tenant compte des intérêts moraux et économiques du pays, ainsi que du degré de surpopulation étrangère" (art.16 LSEE)¹⁰.

Toute personne n'ayant pas la nationalité suisse est soumise à la Loi fédérale du 26 mars 1931 sur le séjour et l'établissement des étrangers (LSEE) pour le règlement de ses conditions de séjour. La révision totale de cette loi a abouti au projet de la Loi fédérale sur les étrangers du 16 décembre 2005 (LEtr). À ce régime ordinaire, s'ajoutent deux régimes spéciaux. Il s'agit tout d'abord de l'Accord sur la libre circulation des personnes (ALCP) qui s'applique aux personnes ressortissantes ou admises dans l'UE/AELE. En outre, le régime spécial prévu par la Loi sur l'asile du 26 juin 1998 (LAsi) répond à une logique de protection contre les persécutions.

Les États définissent par leurs politiques migratoires qui – ou plutôt quel type de personnes selon le pays de provenance – a le droit d'entrer sur le territoire et quels droits – sociaux, politiques, économiques – sont accordés aux personnes étrangères sur leur sol. Ces dernières années, la Suisse a établi une politique d'admission duale – libre circulation pour les ressortissant-e-s de l'UE et admission restreinte pour les ressortissant-e-s des pays tiers. L'admission des citoyen-ne-s des pays de la Communauté européenne s'est élargie dans le cadre des accords bilatéraux entre la Suisse et l'Union européenne visant une libre circulation dans différents domaines (personnes, commerce, etc.). La politique actuelle restreint les possibilités de migration des ressortissant-e-s en provenance de pays tiers aux personnes hautement qualifiées. Ce dualisme a été confirmé le 24 septembre 2006 par le vote sur la nouvelle Loi fédérale sur les étrangers (LEtr) et sur la révision de la Loi sur l'asile (LAsi). Ces lois mettent en effet en œuvre des mécanismes de sélection accrue des immigrant-e-s à l'aide de nouvelles mesures de restriction et de contrôle (Gafner, 2007).

2.1.3 Aspect économique – migration utilitariste

Dans ce contexte de transformations socio-économiques et politiques de ces dernières années, l'analyse des flux migratoires soulève la question de l'imbrication des systèmes de genre, de classe et de race. Cette notion institutionnalisée, qui perçoit l'étranger comme une menace pour la stabilité du pays, a marqué la politique d'immigration jusqu'à présent (nouvelle loi sur les étrangers entrée en vigueur en janvier 2008). Les étrangers admis l'ont été sur la base des critères économiques, géographiques et culturels¹¹.

A cet égard l'on peut préciser que la nouvelle loi sur les étrangers (LEtr) introduit toute une série des restrictions pour empêcher l'arrivée des ressortissants des Etats "non européens" par d'autres voies que celle de l'emploi.

¹⁰ Claudio Bolzman, Raffaella Poncioni-Derigo, Sophie Rodari, J.-P. Tabin, La précarité contagieuse, édition ies, 2002, p.

31

¹¹ C. Bolzman, politiques migratoires, Module OASIS du 1.10.2009

Les conditions du regroupement familial sont plus sévères: les demandes pour les enfants doivent être déposées dans un délai maximum de cinq ans, afin notamment d'éviter que les enfants proches d'atteindre l'âge de travailler ne viennent en Suisse dans ce but (art.47). De plus, l'interdiction du regroupement familial pour les personnes susceptibles d'avoir recours à l'assistance publique, déjà présente dans l'ancienne réglementation, est maintenue (art. 44 et 45). Quant aux mariages, si l'on estime qu'ils sont abusifs, les officiers de l'état civil pourront refuser de les légitimer. De telles unions pourront aussi être annulées d'office. De plus, la marge d'appréciation dévolue aux cantons introduit des inégalités de traitement à l'égard des migrants.

3. CADRE CONCEPTUEL

3.1 Migration féminine provenance et statuts

Selon l'ONU, on dénombre près de 200 millions de migrant-e-s à l'échelle internationale en 2005, en tenant compte uniquement de celles et ceux qui on vécu hors de leur pays pendant plus d'un an et en incluant 9,2 millions de réfugié-e-s. Près de la moitié des migrant-e-s sont des femmes (48,6 %), dont une proportion grandissante migre de façon autonome. (Commission mondiale sur les migrations internationales, 2005).

Bien que très nombreuses, les femmes migrantes rencontrent des difficultés, du fait des dispositions légales mais aussi de l'application qui en est faite, à avoir accès à titre personnel à des autorisations de séjour en Suisse. Elles sont donc fréquemment titulaires d'une autorisation de séjour par regroupement familial, ce qui implique une dépendance importante à l'égard de leur conjoint, dépendance qui se fait dramatiquement sentir en cas de violence conjugale. Comme nous le verrons, cette affirmation se vérifie principalement pour les femmes provenant d'un Etat tiers (hors UE et AELE).

Le système prévu dans l'ancienne loi cadre, la loi sur le séjour et l'établissement des étrangers (LSEE), et dans les Ordonnances y afférentes, prévoit que toute personne étrangère doit, pour résider en Suisse, être au bénéfice d'une autorisation de séjour ou d'établissement. Les autorisations d'établissement, dites permis C, sont de durée indéterminée et inconditionnelle. En revanche, les autorisations de séjour sont de durée déterminée et toujours liées à la cause de venue en Suisse. En ce sens, on peut appeler ces derniers permis « causaux » (Gafner, 2007). Ce sont bien ces permis causaux qui vont nous intéresser ici, soit les possibilités pour les femmes d'entrer en Suisse et d'y demeurer jusqu'à l'acquisition d'un permis stable. Il existe une multitude de causes pouvant être invoquées pour résider sur le territoire : travail, études, regroupement familial, inexigibilité de l'exécution du renvoi pour question médicales etc.

Il existe à l'heure actuelle deux manières qui permettent aux femmes migrantes de séjourner en Suisse de façon indépendante.

La première réside dans le cadre de la migration pour l'exercice d'une activité lucrative (permis L et B). Comme indiqué ci-avant, cela concerne des femmes provenant de pays européens (ALCP). Pour ce qui est des femmes provenant d'Etats tiers (tous les autres pays du monde), elles doivent être hautement qualifiées ou être reconnues comme danseuses de cabaret et répondre à l'intérêt économique du pays.

Pour la seconde, il s'agit de l'octroi du statut de réfugiée pour motifs propres (politiques et discriminations liées au sexe, art. 3, loi sur l'asile (LAsi) et art. 3, Convention européenne des droits de l'homme (CEDH).

Une autre pratique peut être encore mentionnée ici, c'est l'admission provisoire (permis F) octroyée en particulier lorsque des demandeuses d'asile ont pu rendre vraisemblable une persécution indirecte (ni étatique ni politique) et que leur renvoi est inexigible.

Toutefois, cela reste un statut extrêmement précaire, il ne s'agit pas à proprement parler d'une autorisation de séjour, mais d'une mesure de substitution à l'exécution d'un renvoi qui peut être levée dès que l'Office fédéral des migrations considère que le renvoi est à nouveau raisonnablement exigible, licite et possible. Ce permis limite la mobilité à l'intérieur de la Suisse, notamment en ce qui concerne une prise d'emploi ou un changement de canton, l'acquisition d'un emploi qualifié (absence de formation ou formation non reconnue), par conséquent, il génère un manque d'autonomie financière ce qui restreint le droit au regroupement familial.

3.2 Migration et rapports sociaux de sexe

Il faut attendre les années 80 pour que la notion de « féminisation » des migrations surgisse dans le champ scientifique.

[...] Mais, en conformité avec la conception des femmes comme sujets passifs, les migrantes sont perçues comme des femmes qui suivent leur époux ou leur père (Kofman, 1999), comme des personnes qui subissent la migration. Dans cette conception, les femmes sont visibles, en tant que membres de la famille, occupées dans la sphère domestique à l'éducation des enfants, mais à charge des hommes, considérés comme pourvoyeurs principaux des ressources du ménage. En Suisse, la situation des migrantes contredit ces représentations dominantes : entre 1970 et 2000, le taux d'activité des étrangères est plus élevé que celui des Suissesses. C'est l'adoption d'une nouvelle unité d'analyse qui va permettre d'envisager les femmes comme actrices et protagonistes de la migration. Ce n'est plus l'individu mâle qui est au centre de l'attention des chercheur-e-s, mais la famille et les réseaux sociaux qui en découlent (Dahinden et al., Nouvelles Questions Féminines, NQF, vol. 26, N° 1/2007, p. 6,7).¹²

Dans la même la revue, l'on relève également que si les migrantes rencontrent, tout comme les hommes dans la même situation, plus de difficultés que les Suisses ou les détenteurs de permis C sur le marché de l'emploi, elles sont, en tant que femmes, discriminées lorsqu'elles souhaitent intégrer le marché du travail. Et les postes qui s'offrent à elles sont le plus souvent peu ou pas qualifiés tels que : ouvrière, employée de maison, aide soignante, nettoyeuse, ou encore travailleuse du sexe, des activités qui constituent à peu de choses près les mêmes que celles qu'elles effectuent au sein de leur propre famille.

A cela s'ajoute le fait que pour certaines femmes, la migration représente une forme d'émancipation face à la famille d'origine. En effet, elle leur permet de faire un pas à

¹² Editio Grand Angle, Migrations Genre et Frontières – frontières de genre, Janine Dahinden, Magdalena Rosende, Nathalie Benelli, Magali Hanselmann, Karine Lempen, p 6 et 7

l'extérieur de leur domicile et d'accéder à un travail rémunéré qui peut devenir synonyme d'une certaine liberté à la fois sur le plan économique et social.

De leur côté, Magalie Gafner et Irène Schmidlin posent le regard suivant sur le contexte helvétique actuel. Selon elles, les discriminations indirectes dont sont victimes les migrantes sont générées par la législation sur les étrangers et sur l'asile. Ces lois confirment leur fonction dans la continuité des rapports sociaux de sexe, à savoir la dépendance des femmes à l'égard de leur partenaire masculin, leur exclusion de certains emplois et activités, et le refus de considérer les emplois dits « typiquement féminins » comme une activité permettant d'accéder à des droits sociaux, etc. (Gafner et Schmidlin, 2007).

En insistant sur la représentation sociale des femmes, sur leur voix et leurs activités, on met sciemment de côté les discriminations réelles que subissent les migrantes. La mondialisation actuelle participe ou crée une division dans les rapports sociaux de sexe. Toujours selon Magalie Gafner et Irène Schmidlin [...] *La position subalterne assignée aux migrant-e-s par le système des autorisations de séjour, sont à l'origine de nombreuses discriminations et inégalités plus ou moins institutionnalisées à l'égard des personnes étrangères*¹³.

Pour illustrer les inégalités décrites plus haut, il me paraît intéressant de citer ici « [...] *plus la structure, l'organisation, le fonctionnement du couple ainsi que les représentations des rôles de sexe sont inégalitaires (au détriment de la femme), plus grands sont les risques de violence à l'égard de la femme* » (Gillioz, al., 1997, p. 30).

*[...] Ainsi, les femmes non ressortissantes de l'UE/AELE rencontrent des difficultés à faire valoir des motifs autonomes d'entrée en Suisse. Il leur est difficile d'obtenir une autorisation de séjour pour exercer une activité lucrative. Elles peinent également à faire reconnaître leurs motifs d'asile. De plus, la majorité des migrantes non ressortissantes de l'UE/AELE ne peuvent et ne pourront venir en Suisse pour y séjourner que sous l'angle du regroupement familial, dans le cadre d'une union avec un ressortissant suisse, ou un étranger ayant une autorisation de séjour ou d'établissement (Bartal et Hafner, 2000 : 18). L'épouse pourra prétendre à une autorisation d'établissement ou à une naturalisation facilitée après cinq ans de mariage avec un Suisse ou un étranger au bénéfice d'une autorisation d'établissement, ou après au maximum dix ans en cas de mariage avec un étranger titulaire d'une autorisation de séjour*¹⁴.

4. CADRE LEGAL

4.1 Regroupement familial

Les articles de loi relatifs au regroupement familial se définissent comme suit dans la loi fédérale sur les étrangers¹⁵ :

¹³ Editio Grand Angle, Migrations Genre et Frontières – frontières de genre, Janine Dahinden, Magdalena Rosende, Nathalie Benelli, Magali Hanselmann, Karine Lempen, p. 9

¹⁴ Grand Angle, Le genre et la législation Suisse en matière de migration, Magalie Gafner & Irène Schmidlin, NQF, Vol 26, N°1, 2007, p. 32.

¹⁵ <http://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/20020232/index.html#a42>, Loi fédérale sur les étrangers du 16 décembre 2005 (Etat au 1^{er} juillet 2013). Consulté le 30 juillet 2013

Article 42 LEtr.

- 1) Le conjoint d'un ressortissant suisse ainsi que ses enfants célibataires de moins de 18 ans ont droit à l'octroi d'une autorisation de séjour et à la prolongation de sa durée de validité à condition de vivre en ménage commun avec lui.
- 2) Les membres de la famille d'un ressortissant suisse titulaires d'une autorisation de séjour durable délivrée par un Etat avec lequel la Suisse a conclu un accord sur la libre circulation des personnes ont droit à l'octroi d'une autorisation de séjour et à la prolongation de sa validité. Sont considérés comme membres de sa famille...
- 3) Après un séjour légal ininterrompu de cinq ans, le conjoint a droit à l'octroi d'une autorisation d'établissement.
- 4) Les enfants de moins de douze ans ont droit à l'octroi d'une autorisation d'établissement.

Art. 43 LEtr

- 1) Le conjoint étranger du titulaire d'une autorisation d'établissement ainsi que ses enfants célibataires étrangers de moins de 18 ans ont droit à l'octroi d'une autorisation de séjour et à la prolongation de sa durée de validité, à condition de vivre en ménage commun avec lui.
- 2) Après un séjour légal ininterrompu de cinq ans, le conjoint a droit à l'octroi d'une autorisation d'établissement.
- 3) Les enfants de moins de douze ans ont droit à l'octroi d'une autorisation d'établissement.

Art. 44 LEtr

L'autorité compétente peut octroyer une autorisation de séjour au conjoint étranger du titulaire d'une autorisation de séjour et à ses enfants célibataires étrangers de moins de 18 ans aux conditions suivantes:

- a. ils vivent en ménage commun avec lui;
- b. ils disposent d'un logement approprié;
- c. ils ne dépendent pas de l'aide sociale.

Revenons à la question de recherche. Il convient d'examiner la position des femmes qui migrent de manière dépendante, soit dans le cadre d'un regroupement familial.

Selon une interprétation du précédent texte légal (LSEE), l'autorisation de séjour prend fin, au divorce ou au décès du conjoint, en cas de regroupement familial avec un citoyen suisse, mais à la fin de la vie commune en cas de mariage avec un étranger. Cette distinction est toutefois de plus en plus théorique puisque autorités administratives et tribunaux ont depuis quelque temps considéré qu'il était abusif d'invoquer le regroupement familial pour justifier de sa présence en Suisse dès lors que le couple était séparé de fait et qu'il paraissait peu probable que le couple reprenne la vie commune.

C'est pourtant la situation d'inégalité théorique qui est à l'origine de l'initiative parlementaire Goll déposée le 12 décembre 1996 au Conseil national et qui décrivait en ces termes la situation : « Les foyers pour femmes battues sont sans cesse confrontés au fait que les migrantes, pour demeurer en Suisse, doivent rester avec leur mari.

Alors que les femmes maltraitées qui sont mariées à un Suisse peuvent au moins demander une séparation par les voies juridiques, celles qui ont épousé un migrant titulaire d'un permis d'établissement ou de séjour à l'année n'ont pas cette possibilité. (...). Il est inadmissible qu'une loi punisse les victimes d'actes de violence lorsqu'elles se défendent en leur retirant leur autorisation de séjour. Ainsi les femmes étrangères sont livrées pour le meilleur et le pire à leur mari par l'article 17 al.2 LSEE. »

D'une certaine manière, « [...] le grief d'inégalité de traitement soulevé par la parlementaire Goll, n'a ainsi rendu que plus criant le choix cornélien devant lequel se trouvent toutes les femmes migrantes venues en Suisse par regroupement familial : demeurer au domicile conjugal – au péril de leur vie, de leur intégrité ou simplement de leur liberté de choix du partenaire. »¹⁶

Si la législation et la pratique des autorités sont critiquées à l'interne, la Suisse a aussi été rappelée à l'ordre à deux reprises par des organismes internationaux. Dans ses recommandations émises en janvier 2003, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) s'inquiète de la situation des étrangères vivant en Suisse et victimes de violence conjugales. Il redoute que, par crainte d'être expulsées, ces femmes en renoncent à solliciter de l'aide ou à opérer les démarches en vue de la séparation ou du divorce. En 2001 déjà, la Suisse avait dû essuyer les critiques du Comité des Droits de l'homme. En tant que garant de l'application du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Comité recommandait à la Suisse de revoir le statut des conjointes (Hausamman, 2004, p.10)¹⁷. Focalisé sur la lutte contre les abus présumés du regroupement familial, le Conseil fédéral, dans son projet de LEtr (Loi sur les étrangers), non seulement refuse d'abandonner l'exigence d'une cohabitation, mais décide de l'étendre dans la loi aux conjoints de ressortissants suisses, puisque, selon le Conseil fédéral (2002 : 3511), « en règle générale, l'absence de communauté conjugale sans motif plausible constitue un indice important de mariage de complaisance ».

Reconnaissant que cette exigence mettait les migrantes victimes de violence dans l'impossibilité de quitter le domicile conjugal, le Conseil fédéral a prévu qu'« en cas de dissolution du mariage, il importe cependant d'éviter que le retrait du droit ne cause un cas individuel d'extrême gravité ». Le projet de la loi dans la version proposée par le Conseil fédéral prévoyait en son article 49 qu'« après la dissolution de la famille, le droit du conjoint et des enfants à l'octroi d'une autorisation de séjour et à sa prolongation en vertu des articles 41 à 43 subsiste lorsque la sortie de Suisse ne peut être raisonnablement exigée en raison de leur situation personnelle ». À titre d'exemple, le message prévoit que « la poursuite du séjour peut s'imposer lorsque le conjoint vivant en Suisse est décédé ou lorsque la réinsertion familiale et sociale dans le pays d'origine s'avère particulièrement difficile en raison de l'échec du mariage. Tel est notamment le cas lorsqu'il y a des enfants communs, étroitement liés aux conjoints et bien intégrés en Suisse. Il convient toutefois de bien prendre en considération les circonstances qui ont conduit à la dissolution de l'union conjugale. S'il est établi que l'on ne peut exiger plus longtemps de la personne admise dans le cadre du regroupement familial qu'elle poursuive la relation conjugale, dès lors que cette situation risque de la perturber gravement, il est important d'en tenir compte dans la décision.

¹⁶ Grand Angle, Le genre et la législation Suisse en matière de migration, Magalie Gafner & Irène Schmidlin, NQF, Vol 26, N°1, 2007, p. 32. p.33

¹⁷ Rapport de Christina Hausamman, Migrantes : Droit de séjour et violence conjugale, octroi et renouvellement de l'autorisation de séjour. Recommandations adressées par la commission cantonale de l'égalité entre la femme et l'homme Berne, aux autorités cantonales de police, juin 2004, p.10.

En revanche, rien ne devrait s'opposer à un retour lorsque le séjour en Suisse a été de courte durée, que les personnes n'ont pas établi de liens étroits avec la Suisse et que leur réintégration dans le pays d'origine ne pose aucun problème particulier » (Conseil Fédéral, 2002 : 3512).

4.2 Extinction du droit au regroupement familial (art. 50 et suivants)

Après dissolution de la famille, le droit du conjoint et des enfants à l'octroi d'une autorisation de séjour et à la prolongation de sa durée de validité en vertu des articles 42 et 43 subsistent dans les cas suivants :

- *L'union conjugale a duré au moins trois ans et l'intégration est réussie ;*
- *La poursuite du séjour en Suisse s'impose pour des raisons personnelles majeures*

L'**article 50 al. 1 let. b et al. 2** de la Loi sur les étrangers (LEtr) indique qu'en cas de séparation avant trois ans de vie commune, la femme ou l'homme d'origine étrangère qui a épousé un-e citoyen-ne suisse ou un-e titulaire de permis C a droit au renouvellement de son autorisation de séjour lorsqu'elle ou il « *est victime de violence conjugale et que la réintégration sociale dans le pays de provenance semble fortement compromise* »¹⁸.

L'**article 77 al. 6** de l'Ordonnance relative à l'admission, au séjour et à l'exercice d'une activité lucrative (OASA) donne une liste des preuves d'actes de violences à prendre en considération par les autorités lors de l'examen des demandes de renouvellement d'autorisation de séjour déposées par les femmes étrangères séparées avant trois ans de vie commune. Notons encore que, contrairement à l'ancienne loi (Loi sur le séjour et l'établissement des étrangers), l'intégration de la personne demandant le renouvellement de son autorisation de séjour après avoir subi des violences conjugales n'est plus une condition à remplir.

4.3 Interprétation de l'article 50 (terrain professionnel)¹⁹

4.3.1 Réintégration fortement compromise

L'interprétation du caractère « fortement compromis » de la réintégration sociale dans le pays d'origine pose aussi problème. Dans plusieurs cas observés, l'autorité n'hésite pas à en faire une interprétation restrictive et hautement discutable. Le Conseil fédéral, interpellé sur la question (voir la réponse du conseil fédéral du 26 novembre 2009 à la question 08.1102 de la Conseillère nationale Francine John-Calame « Traitement pour les personnes étrangères victimes de violences domestiques »), donne le ton, en considérant que seules les personnes ayant subi des violences d'une intensité telle qu'elles compromettent sa réintégration dans le pays d'origine ont droit au renouvellement de leur autorisation de séjour en Suisse. Ce faisant, le Conseil fédéral limite l'application de l'article 50 al. 2 aux cas les plus extrêmes.

¹⁸ <http://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/20020232/201307010000/142.20.pdf>, Loi fédérale sur les étrangers LEtr du 16 décembre 2005, p. 17. Consulté le 15 juillet 2013

¹⁹ Groupe de travail "Femmes migrantes & Violences conjugales" Rapport en collaboration avec l'ODAE, romand, 2^e édition révisée en mai 2012

Dans la pratique, les autorités ont tendance à ne considérer comme des situations de réintégration fortement compromises que les cas dans lesquels une menace d'atteinte grave à l'intégrité physique est présente. Or rendre plausible une telle menace se révèle être une mission quasi-impossible dans la plupart des cas.

Il est pourtant fréquent que la réintégration dans le pays d'origine soit compromise pour les femmes qui ont subi des violences et ont quitté leur mari. La famille et l'entourage peuvent les rejeter, considérant qu'elles sont responsables de leur situation. Surtout, les traumatismes vécus ont de graves conséquences sur les capacités relationnelles, de concentration et d'apprentissage, ainsi que sur l'estime de soi. Dans ces conditions, recommencer une nouvelle vie – trouver un logement et un emploi, nouer de nouvelles relations, résoudre des problèmes quotidiens comme celui de la garde des enfants – s'avère extrêmement difficile. Force est de constater que les autorités ne tiennent pas compte de cet aspect des violences subies.

4.3.2 Intégration

Bien qu'il ne figure pas dans la disposition légale s'appliquant aux femmes victimes de violences conjugales, le critère de l'intégration était quasi systématiquement examiné durant les deux premières années suivant l'entrée en vigueur de la LEtr (2008). Les autorités exigeaient de la part des femmes concernées, pour renouveler leur autorisation de séjour, d'être bien intégrées en Suisse, c'est-à-dire de parler la langue du lieu de résidence, d'avoir un emploi et d'être financièrement autonomes. Les autorités ont quelque peu abaissé cette exigence par la suite, mais la condition de l'intégration ressurgit encore fréquemment pour justifier de refus de renouvellement d'autorisation de séjour. L'application, non conforme à la loi, du critère d'intégration, dénote de manière générale un certain acharnement à adopter une politique migratoire restrictive, y compris à l'égard de victimes, et en particulier la non reconnaissance du lien entre les violences subies et les difficultés de réintégration dans le pays d'origine (tout comme celles d'intégration en Suisse).

4.3.3 Objectifs et questions soulevées

En refusant de renouveler l'autorisation de séjour après une séparation ou un divorce, les autorités veulent-elles donner comme message aux victimes de violences conjugales de taire leurs souffrances et de continuer à vivre auprès de leur conjoint violent au péril de leur santé ?

Nos autorités ont mis sur pied ces dernières années divers dispositifs juridiques en faveur des victimes de violences domestiques. Ne devrait-on pas chercher à protéger également les victimes étrangères au lieu de les fragiliser encore davantage par la menace d'un renvoi ? L'intérêt de la Suisse à limiter l'immigration n'est-il pas subordonné dans pareil cas à un devoir de protection ?²⁰

²⁰ Fiche Observatoire romand du droit d'asile et des étrangers (ODAE), CAS 078/ 25.06.09

4.3.4 Modification d'application de l'article 50 LEtr

Le Tribunal fédéral (TF) fait une appréciation plus souple de ces dispositions dans un arrêt daté du 4 novembre 2009 (TF, 2C_460/2009, consid. 5.3). Il précise que chacune des conditions de l'article 50 al. 2 LEtr peut suffire isolément à maintenir l'autorisation de séjour en cas de séparation, pour autant que les violences conjugales soient « [...] d'une certaine intensité ». Cet arrêt indique, par conséquent, que les deux conditions ne sont donc plus forcément cumulatives. Il précise aussi que l'intensité de la violence est donnée lorsqu'elle « [...] risque de perturber gravement » la personne qui les subit, au point qu'on ne puisse exiger la poursuite de l'union conjugale.

En mars 2010, dans un autre arrêt, le TF indique par ailleurs que cette condition est remplie lorsque la vie commune « [...] menace sérieusement la personnalité de la victime » (TF 2C_554/2009, consid. 2.1) ». Par la suite, cette instance précise encore son interprétation, en estimant qu'une « [...] unique gifle » ne saurait suffire à constituer une violence grave (Arrêt 2C_155/2011, 7 juillet 2011). Le contenu de ces deux jurisprudences, qui seront développées dans la partie empirique de mon travail, est d'ores et déjà intégré dans les directives de l'ODM (Directives de l'ODM, 1. Etrangers, 6. Regroupement familial, point 6.14.13, version du 1^{er} juillet 2013).

Depuis peu, ces directives ainsi que le nouvel alinéa 6 bis de l'art. 77 OASA13 précisent qu'il convient de tenir compte des indications et renseignements fournis par les services spécialisés dans l'interprétation de ce qui peut être considéré comme de la violence conjugale suffisamment grave pour permettre le renouvellement d'une autorisation de séjour.

5. LA VIOLENCE CONJUGALE

5.1 Définition

La déclaration des Nations Unies sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes définit la violence de la façon suivante :

«[...] tous les actes de violence dirigés contre le sexe féminin, et causant ou pouvant causer aux femmes un préjudice ou des souffrances physiques, sexuelles ou psychologiques, y compris la menace de tels actes, la contrainte ou la privation arbitraire de liberté, que ce soit dans la vie publique ou dans la vie privée»²¹.

On est en présence de violence domestique dès lors qu'une personne exerce ou menace d'exercer une violence physique, psychique ou sexuelle au sein d'une relation familiale, conjugale ou maritale en cours ou dissoute (Schwander 2006).

La violence domestique englobe divers schémas et formes de violence. Néanmoins, il est possible de définir des caractéristiques principales de la violence domestique qui permettent de la différencier d'autres actes de violence, p. ex. de la violence dans l'espace public.

²¹ http://www2.ohchr.org/french/law/femmes_violence.htm, Déclaration des Nations sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes, consulté le 2 juillet 2013

- Il existe un lien émotionnel entre l'auteur et la victime. Ce lien subsiste souvent même après une séparation ou un divorce.
- Les actes violents se déroulent la majeure partie du temps à la maison, c'est-à-dire dans un endroit censé offrir sécurité et protection.
- En exerçant ou en menaçant d'exercer une violence corporelle, une violence sexuelle ou une violence psychique (grave), l'auteur de violence porte atteinte à l'intégrité corporelle et/ou psychique de la victime.
- La plupart du temps, la violence domestique est exercée sur une longue durée et son intensité augmente généralement avec le temps. Fait exception, le comportement agressif ponctuel en situation de conflit.
- Il y a un rapport évident entre la domination dans la relation et l'exercice de la violence. Dans le cas de la violence domestique, l'auteur de la violence profite souvent d'un rapport de force asymétrique. Le risque de violence est le plus bas lorsque les couples vivent sur un pied d'égalité.

5.1.2 Ampleur du phénomène

Selon l'OMS, la violence à l'égard des femmes constitue la violation la plus fréquente des droits humains. Chaque femme peut en être victime dans le monde et indépendamment de son origine, sa culture, sa classe sociale, son âge et sa religion. Un drame universel :

- une femme sur trois dans le monde est victime de coups, d'abus, de viol ou d'autres formes de maltraitance au cours de sa vie,
- la moitié des meurtres commis sur des femmes sont imputables à leur (ex-)partenaire,
- la violence et le viol représentent pour les femmes entre 15 et 44 ans un risque plus grand que le cancer.

Dans le domaine de la violence domestique, on peut partir du principe que les chiffres officiels sont loin de la réalité. En effet, plus la relation personnelle entre la victime et l'auteur des violences est étroite, plus les plaintes sont rares (Schwander Marianne, 2003, p. 200).

Jusqu'à présent, on dispose de deux études représentatives sur la violence dans les relations de couple en Suisse.

- Une enquête représentative sur la violence envers les femmes en 1993 (Gillioz, De Puy & Ducret 1997). Un sondage a été effectué auprès de 1 500 femmes de 20 à 60 ans, résidant en Suisse, vivant une relation de couple ou ayant été engagées au cours des 12 derniers mois dans une telle relation. Une femme sur cinq (20,7%) a indiqué avoir subi de la violence physique et/ou sexuelle par son partenaire au cours de sa vie.
- En tenant compte de la violence psychique, le pourcentage de femmes ayant subi de la violence s'élève à 40,3%. L'étude constate également que la violence physique s'accompagne dans presque neuf cas sur dix de violence psychique. Inversement, la violence psychique n'entraîne que dans environ deux cas sur dix la violence physique.

La seconde enquête représentative sur la violence envers les femmes en 2003 (Killias, Simonin & De Puy 2005) :

- un sondage a été effectué auprès de 1 975 femmes de 18 à 70 ans vivant en Suisse. L'étude englobe la violence exercée envers les femmes par le partenaire actuel ou l'ex-partenaire, par une connaissance ou un inconnu. Une femme adulte sur dix (10,5%) subit de la violence physique ou sexuelle dans une relation de couple au cours de sa vie. Une femme adulte sur trois (32%) est victime de violence physique ou sexuelle, exercée par une connaissance ou un inconnu.

Différentes formes de violence domestique²²

La violence domestique connaît plusieurs formes qui peuvent se manifester de manière isolées ou combinées. En outre, ces formes se différencient en fonction du type de relation, du sexe et de l'âge des personnes impliquées. Les diverses formes de violence peuvent être exercées de manière effective ou se présenter sous forme de menaces. Elles peuvent survenir aussi bien dans un contexte de vie commune qu'entre personnes vivant séparément.

- **La violence physique** englobe différents actes pouvant aller jusqu'à entraîner la mort : coups avec ou sans instrument, bousculades, secousses, morsures, étranglement, ligotage, jet d'objets, voies de fait. La violence physique est la forme de violence la plus évidente et, en règle générale, la plus facile à démontrer. Elle est le plus souvent exercée en combinaison avec d'autres formes de violence.
- **La violence sexuelle** englobe toutes les pratiques sexuelles non désirées ou tolérées. Cela va de la création non désirée d'une ambiance propice aux rapports sexuels jusqu'à la contrainte à accomplir des actes sexuels ou au viol en passant par l'humiliation sexiste.
- **La violence psychique** englobe aussi bien les menaces graves, la contrainte, la privation de liberté, le stalking que des actes qui, pris isolément, ne constituent pas une menace immédiate, mais dont l'accumulation constitue un acte de violence. C'est le cas de la violence discriminatoire, comme mépriser, injurier, humilier, ridiculiser, faire passer la victime pour idiote ou folle, utiliser les enfants comme moyens de pression, culpabiliser, intimider ou insulter. L'exercice continu de tels actes de violence a un impact grave sur l'estime de soi et sur la santé des personnes concernées.
- **La violence sociale** englobe les restrictions imposées à la vie sociale d'une personne comme la mise sous tutelle, l'interdiction ou le contrôle strict des contacts familiaux ou extérieurs, l'enfermement ou l'interdiction d'apprendre la langue du pays de résidence.
- **La violence économique** englobe l'interdiction de travailler, travail forcé, saisie sur salaire, détention par un seul partenaire du pouvoir décisionnel concernant les ressources financières, etc.

²² <http://www.ebg.admin.ch/dokumentation/00012/00442/index.html?lang=fr>, Violence domestique : définition, formes et conséquences, BFEG, septembre 2012, dernière modification 22.10.2012, p. 3-4

5.1.3 Cycle de la violence conjugale²³

La violence dans les relations de couple ne se manifeste pas en permanence. En réalité, le travail avec des femmes victimes de violence a permis d'identifier un cycle de la violence que Leonore Walker a désigné, en 1983, sous le terme de spirale de la violence (*Rad der Gewalt*)

Ce cycle comporte quatre phases :

1. Phase de montée de la tension

Cette phase se caractérise par des paroles dévalorisantes, des humiliations et des insultes. La victime tente de prévenir les violences. Elle consacre toute son attention à la personne violente, refoulant ses peurs et propres besoins dans l'espoir d'éviter les situations de conflit et les mauvais traitements. Mais, tôt ou tard, une escalade de la violence finit par se produire parce que le comportement lénifiant et d'esquive adopté par la victime ne suffit en fin de compte pas à contrôler les agissements violents de son partenaire.

2. Éruption de la violence

Durant la phase d'éruption de la violence, les victimes réagissent de façon différente : elles fuient, et/ou se retirent, se défendent activement ou endurent les mauvais traitements. Au cours de ces périodes, les victimes sont souvent en proie à des angoisses de mort. La violence subie, la perte de tout contrôle et l'impuissance totale – sans compter les lésions corporelles – ont de lourdes répercussions sur le plan psychique. Certaines victimes se retrouvent dans un état de choc qui peut durer plusieurs jours.

3. Phase de repentir et d'attention - phase de latence (« lune de miel »)

Après une phase de maltraitance aiguë, la personne violente exprime souvent son repentir. Elle aimerait effacer ce qui s'est passé et promet de changer de comportement. Elle a honte, se sent impuissante. D'autres en appellent à l'amour et au sens des responsabilités de la victime et promettent de s'amender. Dans l'espoir que leur partenaire va vraiment changer, beaucoup de victimes retirent alors leur demande de séparation ou reviennent sur les déclarations qu'elles ont faites, p. ex. dans le cadre d'une procédure pénale. Nombre de personnes concernées interrompent les consultations qu'elles avaient commencées ou des femmes quittent la maison d'accueil où elles avaient trouvé refuge pour réintégrer le domicile. Les victimes refoulent le souvenir des mauvais traitements, défendent leur auteur contre les personnes extérieures et minimisent la violence subie.

Beaucoup de personnes auteures de violences font des promesses qui peuvent paraître tout à fait crédibles non seulement à la victime, mais aussi à des tierces personnes. Ainsi, l'entourage fait souvent pression sur la victime pour qu'elle pardonne et donne une nouvelle chance à la personne violente.

²³ www.ebg.admin.ch/dokumentation/00012/00442/?lang=fr, (pdf), La spirale de la violence, typologies des auteur-e-s et des victimes: conséquences pour le travail de consultation et d'intervention, consulté le 15 octobre 2012

4. Rejet de la responsabilité

Après le repentir, les personnes impliquées tentent souvent de comprendre pourquoi l'éruption de violence a eu lieu. Mais, ils en cherchent les raisons non pas en eux-mêmes, mais dans des circonstances extérieures (p. ex. consommation d'alcool, difficultés au travail) ou chez leur partenaire. L'auteur rejette sa propre responsabilité sur les autres. Bien des victimes acceptent cette attitude et pardonnent à leur partenaire repentant. Pour éviter un sentiment d'impuissance totale, elles vont même jusqu'à prendre sur elles la responsabilité des actes violents de leur partenaire.

Cela leur donne l'illusion de pouvoir, grâce à leur comportement, prévenir une prochaine escalade de la violence. Avec pour conséquence que les auteurs ne se sentent plus responsables de leur comportement.

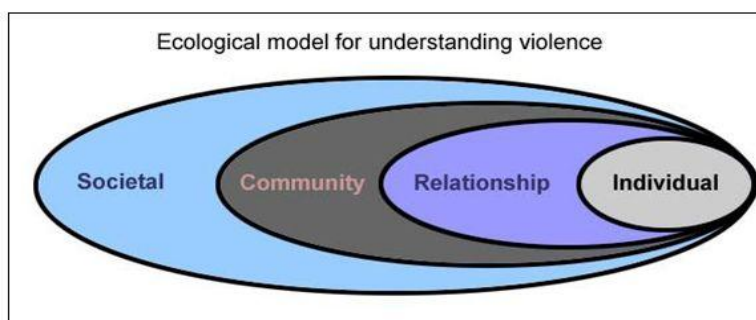
Si aucune des personnes impliquées ne cherche de l'aide, la phase de montée de la tension s'installe de nouveau insidieusement. Pour un quelconque motif, une nouvelle escalade de la violence se produit et la victime se trouve une nouvelle fois emportée dans la spirale de la violence.

L'expérience des maisons d'accueil pour femmes et des centres de consultation pour victimes montre que la maltraitance devient de plus en plus fréquente et qu'elle s'aggrave avec le temps. Le cycle se répète et ne peut, la plupart du temps, être interrompu qu'au moyen d'une intervention et d'une prise en charge extérieure.

5.1.4 Facteurs de risque /les modèles explicatifs

Les origines de la violence conjugale doivent être recherchées à la fois dans l'individu, la famille, la communauté et la société.

Le modèle écologique, élaboré par Lori L. Heise²⁴, ci-dessous, démontre que c'est la conjugaison de différents facteurs qui explique la violence et non une cause unique et invariable. Le risque de violence est directement proportionnel au nombre de facteurs qui vont coexister. Il comporte quatre niveaux :



Source: Heise et al., 1999; Krug et al., 2002; CDC, 2004

²⁴ Heise L, Garcia-Moreno C. 2002. Violence by intimate partners. In: Krug E, Dahlberg LL, Mercy JA, et al., editors. *World report on violence and health*. Geneva (Switzerland): World Health Organization. p. 87–121 (ONU Femmes - Centre virtuel de connaissances pour mettre fin à la violence contre les femmes et les filles).

- Facteurs individuels - en lien avec la construction identitaire, comment le monde est perçu.
- Facteurs relationnels, le passé familial qui reflète un pouvoir inégalitaire, la perception du genre, les échanges relationnels.
- Facteurs communautaires, les coutumes, les traditions, l'insertion sociale.
- Facteurs sociaux, à la fois historiques et structurels, les rapports de force, les inégalités entre femmes et hommes, l'isolement économique, l'héritage du système éducatif, le comportement de l'Etat face aux inégalités.

5.1.5 Conséquences de la violence sur les femmes

Selon Gillioz et al., dans son ouvrage *Domination et violence envers la femme dans le couple* (p.24), les données accumulées sur la question montrent que la femme confrontée à la violence de son partenaire risque de subir des atteintes graves pour sa santé, tant physique que mentale, voire pour sa vie. Des études à caractère le plus souvent clinique et descriptif mettent en évidence d'importants problèmes de dépression, de dévalorisation et de perte de confiance en soi, d'anxiété et de détresse psychologique (Gillioz et al., 1997).

Walker (1993), citée dans Gillioz, a étudié les effets de la violence sur les femmes connus sous le nom de *Battered Woman's Syndrome*. Elle montre que celui-ci peut être assimilé au syndrome de stress post-traumatique (*Post Traumatic Stress Syndrome*) décrit dans la littérature psychologique et psychiatrique comme le résultat d'une exposition répétée à des traumatismes. En effet, toute personne exposée à des abus répétés qu'elle n'est pas en mesure d'éviter réagit, non pas de manière passive comme on le croit souvent à tort, mais en restreignant ses réactions à celles qui lui semblent les plus appropriées pour se protéger.

De plus, plusieurs études montrent que les femmes sont désorientées par l'alternance d'épisodes calmes et violents et que souvent elles plaignent et protègent leur partenaire, sous-estiment leur propre bien-être, niant la gravité de la violence subie ou s'en attribuant la responsabilité. Elles souffrent, bien au-delà des explosions de violence physique, d'un climat où s'installent progressivement la terreur, la rage refoulée, l'effacement de leur identité. Cette situation entrainera des séquelles durables²⁵

5.2 Réponses institutionnelles au problème de la violence conjugale

L'Etat et le droit ont un rôle important à jouer dans le domaine de la violence domestique. En effet, la violence domestique non seulement constitue une violation de l'intégrité physique, psychique et sexuelle, mais elle porte aussi atteinte à la protection de la famille contre les entraves imposées de l'intérieur et donc à la réalisation de l'égalité de droit et de fait entre la femme et l'homme²⁶.

²⁵ Lucienne Gillioz, Jacqueline De Puy, Véronique Ducret, Avec la collaboration d'Isabelle Guisan, *Domination et violence envers la femme dans le couple*, 1997, édit. Payot Lausanne, p.24

²⁶ Schwander Marianne, *Violence domestique : Analyse juridique des mesures cantonales. Rapport établi sur mandat du Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes BFEG, Service de lutte contre la violence*, novembre 2006

5.2.1 Cadre légal

Plusieurs modifications du Code pénal suisse sont entrées en vigueur le 1er avril 2004. La contrainte sexuelle et le viol sont des infractions qui doivent systématiquement être poursuivies d'office, qu'elles soient commises à l'intérieur d'un couple marié ou non marié. Les lésions corporelles simples, les voies de fait répétées et les menaces doivent également être poursuivies d'office lorsqu'elles sont commises au sein du mariage ou d'une relation hétérosexuelle ou homosexuelle stable ; cependant, l'autorité peut invoquer l'article 66ter CP pour suspendre provisoirement la procédure pénale avec l'accord de la victime ou à sa demande. Si la victime révoque son accord de suspension provisoire par écrit ou par oral dans les six mois, la procédure est reprise. En l'absence de révocation de l'accord de la victime, l'autorité compétente rend une ordonnance de non-lieu définitive.

5.2.2 Aperçu des mesures prises en Suisse

La loi fédérale d'aide aux victimes (LAVI) a amélioré la position des victimes dans la procédure pénale. Elle contraint les cantons à instaurer des Centres de consultation pour les victimes d'infractions ayant été directement atteintes dans leur santé physique, psychique ou sexuelle.

Le Centre de consultation LAVI de chaque canton est chargé de veiller à ce que les victimes bénéficient d'une aide sociale, psychologique, juridique et matérielle et qu'elles reçoivent une juste indemnité si elles connaissent des difficultés matérielles en raison de l'infraction.

6. VIOLENCES CONJUGALES - Interprétation problématique

6.1 Distinction entre les schémas de violence dans les relations de couple

Comme constaté plus haut, il est aujourd'hui largement admis dans les milieux scientifiques qu'aucun facteur n'explique à lui seul les causes de la violence.

Par ailleurs, la problématique de la « violence domestique » a connu quelques changements concrets au cours de ces dix à quinze dernières années. Les autorités étatiques et institutionnelles ont mis en vigueur, en Suisse comme dans d'autres pays européens, des stratégies et des lois, développé des directives, des listes de contrôle et des recommandations. Les acteurs des milieux professionnels tels que médical, social, justice et police, ont été formés afin de prendre en charge les victimes et les auteurs de manière optimale. A cet effet, des directives ont été établies par les autorités concernées par la problématique. D'autres services et institutions ont rejoint le domaine de la consultation spécialisée en matière de violence dans les relations de couple (centres de consultation destinés aux femmes, maisons d'accueil pour femmes, centres de consultation pour les victimes et aide aux victimes). Simultanément, le domaine spécialisé s'est élargi, accueillant par exemple des services spécialisés pour les auteur-e-s de violence et pour les victimes hommes. Les forces vives de ce processus sont les services d'intervention cantonaux actifs dans le domaine de la violence domestique qui ont été mis en place en Suisse dès la fin des années 1990.

A cette époque et jusqu'à ce jour, dans l'esprit du commun des mortels, l'apparence de la violence domestique se cantonne à cette image précise : un œil au beurre noir, une ecchymose, peut-être même des os brisés. La violence imaginée se concentre sur des agressions physiques identifiables (répétées) qui, lorsqu'elles sont suffisamment graves, peuvent être attestées comme des blessures par un médecin et qui peuvent être classées par la police comme des voies de fait, des lésions corporelles simples ou graves, etc. Donc, la « violence domestique » est essentiellement assimilée à la violence physique, les coups en représentant l'archétype. C'est cette image évidente qui s'est établie dans la discussion sociétale et parfois aussi dans certaines branches professionnelles. D'autant qu'elle est simple, claire et maniable, surtout du fait que la violence de ce genre peut être documentée et classifiée sur une base tangible et peut sans problème être enregistrée dans l'une des catégories judiciaires habituelles.

Or, cette image qui réduit la violence domestique à des agressions physiques, ne correspond que partiellement à la réalité et se révèle (fréquemment) fausse, ainsi que le démontrent les résultats de la recherche existants de même que les connaissances des services spécialisés et leurs expériences quotidiennes.

L'intimidation ciblée et le dénigrement de la personne, faire peur et prononcer des menaces (de mort), l'interdiction et la privation systématique de contacts sociaux (isolement social), l'espionnage et le contrôle constant, les réprimandes et les punitions infligées à la personne concernée, pour ne donner que quelques exemples, font aussi partie au premier chef de la violence domestique. Il s'agit des formes les plus courantes de violence exercée à l'encontre des femmes, mais malheureusement elles sont difficilement identifiables.

Les conséquences desdites violences produisent des effets désastreux sur le plan psychique dans la mesure où la victime ne peut y mettre « des mots », ce d'autant si elle est migrante.

La violence physique ne représente donc qu'une partie d'un tout. Il n'est pas possible de discerner la violence domestique avec fiabilité si on ne travaille qu'avec une conception restreinte de celle-ci. Avec pour conséquence d'empêcher les réactions sociales et juridiques adéquates autant que l'octroi de droits par l'Etat et la société.

6.1.1 Une « violence conjugale d'une certaine intensité »

La jurisprudence du Tribunal fédéral, tout en représentant une avancée considérable par rapport à la reconnaissance des violences subies comme raison suffisante pour le renouvellement d'autorisations de séjour, pose à son tour une nouvelle donne.

L'exigence selon laquelle les violences doivent revêtir une « **certaine intensité** » et l'accent mis à cet égard sur les actes de violence plutôt que sur leurs conséquences, se sont traduits par une pratique inquiétante des autorités, auxquelles l'évaluation de l'intensité des violences est confiée.

Lorsque l'on parle d'« une certaine intensité », on veut-on en venir ? La violence devrait-elle se mesurer uniquement en fonction du type et du nombre d'agressions ou d'abus physiques ? S'agit-il de définir si une gifle, un coup de poing, un coup de pied sont suffisants pour parler d'une certaine intensité ? Non, si l'on se réfère à la jurisprudence fédérale qui dit en substance que celle-ci doit « se révéler intense au point que l'intégrité physique ou psychique de la victime soit **gravement** compromise en cas de maintien de la communauté conjugale et que la poursuite de l'union conjugale ne puisse être raisonnablement exigée ».

Qui plus est, les violences verbales, les humiliations quotidiennes, la séquestration au domicile conjugal, la liste n'est pas exhaustive, ne sont pas considérées comme revêtant une « certaine intensité » toujours selon le Tribunal fédéral qui estime qu'elles n'ont pas atteint la gravité requise. A titre d'exemple, l'arrêt 2C_363/2012 du 1^{er} octobre 2012 : « *Bien qu'une humiliation durable représente une atteinte grave à l'intégrité de la victime, la violence subie n'est pas intense au point de justifier à elle seule l'existence d'un cas de rigueur après la séparation.* »

A cela s'ajoute que l'absence de plainte pénale, son retrait ou son classement pour manque de preuves sont souvent interprétés comme des indications que la violence conjugale n'était pas si intense, quoi qu'en disent les certificats médicaux et autres éléments de preuve des violences subies. Il en est de même lors d'un retour, même temporaire, de la victime au domicile conjugal. En outre, les violences d'ordre psychique ne sont que peu ou pas prises en considération.

La pratique actuelle révèle qu'il est problématique de confier l'évaluation de l'intensité des violences conjugales à des autorités non spécialisées en la matière, lesquelles ont tendance à minimiser aussi bien les actes que leurs conséquences, profondément dévastatrices.

6.2 Aspects majeurs de la différenciation de la violence domestique

On constate dans les arrêts susmentionnés que le TF et le TAF introduisent la notion d'une « certaine intensité » des violences subies. Selon ma compréhension, ce concept implique que la personne doit être sérieusement atteinte dans son intégrité physique pour constituer une raison personnelle majeure autorisant la poursuite du séjour en Suisse. Donc, si le « degré de gravité » n'est pas rempli et prouvé, il ne peut être octroyé de droit de séjour indépendant ou tout du moins sur le critère de la violence domestique.

Par conséquent, en présence de violence domestique, l'on opère ici une distinction entre deux groupes, à savoir :

- celui qui réunit les femmes migrantes pour lesquelles une violence suffisamment grave doit être formellement constatée pour se voir protéger et justifier la prolongation de leur présence sur notre territoire ;
- celui des femmes autochtones ou des détentrices d'un permis d'établissement (permis C) pour lesquelles on ne va pas exiger une réelle mise en danger de leur personnalité ou de leur vie pour leur octroyer le droit d'être protégée et d'être défendue ; leur statut de victime va leur être reconnu sans pour cela exiger des preuves formelles des violences subies.

Les connaissances actuelles en matière de violence dans la relation de couple, contrairement aux considérations du Tribunal fédéral, ne partent pas du principe que l'intensité d'actes de violence déterminés (physiques) constitue le critère pertinent sur lequel une appréciation de la violence conjugale peut / doit / devrait s'appuyer. L'état des lieux met en évidence qu'il importe au contraire de s'attacher aux schémas de comportement des auteurs ainsi qu'à l'expérience de la violence et à ses répercussions sur les victimes. Le questionnement ne peut être réduit à des événements isolés ni se limiter en fonction du nombre d'agressions et d'abus physiques.

Pour procéder à une évaluation, il nous paraît important de tenir compte des schémas de comportement de l'auteur et de la victime ainsi que des connaissances globales que l'on a de la violence. Quel est le ressenti de l'auteur, celui de la victime. Il convient aussi d'évaluer les conséquences pour cette dernière, les obstacles engendrés à son intégration professionnelle, sociale.

7. QUESTIONNEMENT

7.1 La question de recherche

L'article 50 de la loi sur les étrangers (LEtr) est-il appliqué à l'égard des femmes migrantes victimes de violences conjugales ? Quels critères sont retenus pour le renouvellement de leur autorisation de séjour ?

La nouvelle loi sur les étrangers reconnaît désormais explicitement le droit pour les personnes étrangères ayant épousé des ressortissants suisses ou de détenteurs d'une autorisation d'établissement de rester en Suisse en cas de rupture du lien conjugal, si elles sont victimes de violence conjugale. Toutefois, cet article impose le devoir de démontrer, en plus de la violence subie que la réintégration sociale dans le pays d'origine est fortement compromise. Ces conditions telles qu'elles sont appliquées débouchent sur un effet pervers qui consiste à empêcher, dans de nombreux cas, la protection des victimes, celles-ci n'osant quitter leur conjoint par peur de perdre leur permis.

De plus, la complexité des cas particuliers et les conséquences variées que peuvent avoir des comportements violents au sein d'un couple ne semblent pas être prises en considération lors de l'examen de ce type de dossier, et ce malgré la marge d'appréciation dont jouissent théoriquement les autorités cantonales et fédérales dans l'octroi d'autorisations de séjour.

L'article 50 (LEtr) répond aux normes internationales adoptées en avril 1997 par l'ONU (Convention du 18 décembre 1979 sur l'élimination de toutes formes de discriminations à l'égard des femmes). Cette Convention a été ratifiée par la Suisse en 2008. L'entrée en vigueur de l'art. 50 dans notre législation date de janvier 2008 et fait suite à la dernière révision de la loi sur l'asile et celle des étrangers votée en 2006.

Or, en ce qui me concerne, il me paraît que l'adoption de cet article constitue une réponse aux obligations internationales mentionnées ci-avant, mais pas vraiment un signal fort de la part de nos autorités de vouloir pallier aux discriminations dont sont victimes les migrantes et aux inégalités entre hommes et femmes.

- L'on s'aperçoit effectivement que les critères retenus autour des formes de violences ne sont pas clairement établis en ce qui concerne leur intensité et leur type ;
- que le fardeau de la preuve n'incombe qu'aux femmes migrantes ;
- que les pratiques et appréciations cantonales sont différentes et que suivant que l'on réside en Valais ou à Genève, le renouvellement du permis peut être fortement compromis.

Depuis l'entrée en vigueur de l'art. 50, en janvier 2008, la Suisse a été rappelée plusieurs fois à l'ordre par :

- le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDEF), le 7 août 2009, le Comité se préoccupe du fait « [...] que les conditions imposées par la LEtr, notamment la preuve d'une intégration réussie après trois ans de mariage ou de difficultés d'intégration sociale dans le pays d'origine, pourrait rendre difficile pour les victimes de violences d'acquiescer ou de renouveler des permis de résidence et continuer d'empêcher les victimes de mettre fin à des relations abusives ou de rechercher de l'aide ».
- le Comité des droits de l'homme (HRC), en octobre 2009
- le Comité contre la torture (CAT), en avril 2010
- le Comité des droits économiques, sociaux et culturels (CDESC), en novembre 2010.

7.2 Les hypothèses

Hypothèse 1 : *Malgré le progrès que le nouveau contenu de l'art. 50 LEtr de 2006 laissait envisager, les critères d'application semblent n'apporter aucune amélioration en termes de protection des femmes migrantes victimes de violences conjugales.*

L'introduction dans la nouvelle Loi sur les étrangers (LEtr) en 2008 de l'article 50 al.1 let. b et al. 2 est le résultat d'une lutte de plusieurs années pour faire reconnaître le problème des violences conjugales subies par les femmes étrangères. Mais l'application qu'ont commencé à en faire les autorités, qui disposent d'un large pouvoir d'appréciation en la matière, n'est pas à la hauteur des espoirs suscités par le changement législatif. La liste de documents pouvant servir à prouver les violences, si elle n'est pas exhaustive, est souvent interprétée comme telle. Ainsi, les certificats et attestations émanant de travailleurs sociaux ou de psychologues, bien que spécialisés, ont été systématiquement refusés comme des preuves suffisantes dans un premier temps et le sont actuellement encore trop souvent. Par ailleurs, l'abandon d'une plainte pénale, pourtant fréquent vu l'enjeu affectif d'une telle procédure, permet toujours aux autorités de relativiser l'importance des violences endurées.

Hypothèse 2 : *Le principe d'égalité entre hommes et femmes est subordonné à la législation sur les étrangers, c'est le fait d'être étrangère avant d'être femme qui prime dans les décisions concernant la violence conjugale.*

1. En Suisse, le principe d'égalité entre hommes et femmes reste discutable dans les faits, notamment en ce qui concerne l'échelle des salaires. En effet le principe à travail égal – salaire égal n'est toujours pas respecté. Par ailleurs, les tâches ménagères et les responsabilités familiales (garde et éducation des enfants) demeurent l'apanage des femmes... et la liste est loin d'être exhaustive, l'on pourrait encore évoquer nombre d'autres discriminations sur ledit principe.
2. En termes de législation en matière de migration, l'égalité entre femmes et hommes constitue également un problème en ce qui concerne les migrantes provenant de pays tiers. Les autorisations de séjour octroyées à des migrants extra-européens concernent des personnes hautement qualifiées et sont étroitement liés aux besoins économiques du pays.

Ce qui divise et hiérarchise pas seulement en terme de nationalité, mais également en terme de sexe. Bien que les critères d'admission ne soient pas directement liés au sexe, il est de notoriété publique que, dans la plupart des pays du monde, le niveau de formation des femmes est largement inférieur à celui des hommes (OMS) ce qui implique que les femmes migrantes, le plus souvent sans statut, exercent dans l'ombre, des tâches domestiques telles que femmes de ménage, accompagnement des personnes âgées, employées de maison afin de permettre aux femmes des pays les plus riches de saisir de nouvelles opportunités professionnelles.

Ces femmes sont de plus en plus nombreuses à quitter leur pays pour occuper des emplois dans le secteur du « care » qui est en pleine expansion et qui selon l'économiste Nancy Folbre représente actuellement le 20 % de tous les emplois états-uniens (Sciences humaines, n° 161, juin 2005, Comprendre – Sud-Nord, La migration féminine).

3. Par conséquent, les emplois réservés aux femmes migrantes issues de pays tiers constituent une main d'œuvre non qualifiée, pourtant indispensable à notre économie, qui ne débouchent finalement sur aucune autorisation de séjour légale. Ce qui produit une nouvelle catégorie de migrantes, soit des travailleuses de l'ombre que l'on peut éjecter en tout temps, vivant dans l'invisibilité, l'illégalité et auxquelles on dénie tous les droits sociaux. La seule spécialité féminine reconnue en matière d'octroi d'autorisation de séjour, c'est celle de danseuse de cabaret, et là encore, il s'agit d'un statut qui ne peut être pérennisé puisqu'il est limité à un séjour de 8 mois et qu'il interdit tout changement d'activité.

En fait, notre législation en matière de migration, à l'instar de celle pratiquée dans l'Union européenne, renforce une inégalité entre hommes et femmes, mais aussi au sein des groupes des femmes et des groupes des hommes (en fonction de leur statut respectif).

En termes de violences conjugales, celles qui frappent les femmes indigènes sont de même nature que celles qui frappent les migrantes et les conséquences qui y sont liées identiques... l'attachement affectif, la présence d'enfants, l'emprise du « bourreau » et les difficultés de s'en détacher, la perte d'estime en soi, l'opportunité de retrouver une place dans son environnement social et celle de stabiliser sa situation économique. Ce qui différencie la femme migrante de la femme autochtone, c'est le renouvellement de l'autorisation de séjour obtenu par le biais du regroupement familial et des critères retenus par l'autorité compétente pour l'accepter ou le refuser. Et cela confirme mon hypothèse selon laquelle c'est le fait d'être étrangère avant d'être femme qui prime dans les décisions qui concerne les violences conjugales.

L'on peut dès lors parler ici de la double peine, la première étant celle de ne pas être reconnue comme victime au même titre que les autochtones, et la seconde de ne pas percevoir un signal clair permettant de mettre un terme à une situation désastreuse, ce par le renouvellement d'une autorisation de séjour. Ce qui prime avant tout pour nos autorités : la cause de la venue de ces femmes étrangères, à savoir dans le cadre d'un regroupement familial, est-elle encore d'actualité au cas où l'union conjugale n'existe plus ?

Et quels arguments peuvent-elles avancer pour leur dénier le droit à la poursuite de leur séjour en Suisse ? Cela ne semble être que l'unique préoccupation de nos autorités compétentes en matière de migration.

L'on peut parler là d'un type de racisme qui intervient dès le moment où les pays colonisés ont conquis leur indépendance. Les populations spoliées se voient alors contraintes d'émigrer afin de pouvoir survivre et c'est à partir de ce moment-là que les pays dits développés font main basse sur une main d'œuvre bon marché dont ils ont besoin mais qu'ils peuvent assigner dans des emplois illégaux et qui leur permet de banaliser des emplois précaire. Les pays européens se sont très rapidement dotés de dispositifs juridiques visant à restreindre l'accès au séjour et à l'emploi des migrants en contredisant l'esprit du code du travail.

Intensité des violences

Quel signal veut-on donner aux femmes migrantes en se questionnant sur l'intensité des violences subies ? Ne sont-elles pas pareilles que l'on soit femme suisse, européenne ou issue de pays extra-européens ? Ne sommes nous pas en train de faire la même distinction que celle pratiquée en matière d'octroi d'autorisation de séjour ?

Hypothèse 3 : *La plupart des femmes migrantes victimes de violences conjugales renoncent à dénoncer les violences, par peur de perdre leur permis de séjour.*

Je pars de l'idée, confirmée par mon expérience sur le terrain, que lorsque les femmes viennent s'informer sur la réalité du chantage fait par leur conjoint violent, à savoir que si elles le quittent ou si elles dénoncent les violences, elles vont perdre leur permis, elles sont déjà en train de douter du bien-fondé d'entamer une démarche de séparation.

La deuxième chose, c'est la culpabilité qu'elles éprouvent devant ce qu'elles estiment être un échec, et la honte de solliciter l'aide de professionnels. Plus la relation entre la victime et l'auteur est étroite, plus rares sont les dénonciations, plus les victimes éprouvent souvent de la honte à parler de la violence subie et plus elles ont de la peine à surmonter les tabous qui sont encore bien réels en la matière. A cela s'ajoute un probable retour dans un pays où elles ne se sont plus investies, ne possèdent plus de liens familial, social, amical et économique.

Plus encore, dans certains pays, les traditions en vigueur la clouent au ban de sa famille et de la société.

Lorsque le processus de séparation est en route, il faut encore faire face aux autorités habilitées à reconduire ou non l'autorisation de séjour obtenue par le biais du regroupement familial. Ce qui implique qu'il faut à nouveau évoquer des événements traumatisants, humiliants, faire appel à des services spécialisés afin de réunir les preuves attestant desdites violences et, selon les violences subies, ces démarches peuvent s'avérer difficiles, voire même impossibles pour la plupart d'entre elles.

8. METHODOLOGIE

8.1 Techniques de récolte de données

Dans le cadre de mon travail de bachelor, j'avais dans un premier temps prévu de récolter le témoignage de femmes migrantes victimes de violences conjugales puisque dans le cadre de ma formation en emploi, j'ai été confrontée à ce genre de situation. Cette technique m'aurait permis d'entrer en contact avec des migrantes et d'évoquer avec elles leur situation.

La question de la langue pouvant parfois constituer un obstacle, la présence d'interprètes était envisagée afin de mieux saisir leur parcours et les difficultés rencontrées, le sujet étant complexe et touchant l'intimité de la personne. Toutefois, cette démarche n'a malheureusement pas pu se concrétiser, faute de trouver un nombre représentatif de femmes d'accord de témoigner.

Raison pour laquelle j'ai finalement opté de construire ma recherche sur différents arrêts rendus par le Tribunal fédéral (TF) ou le Tribunal administratif fédéral (TAF) lesquels me permettent d'analyser si l'art. 50, sensé protéger ce groupe de personnes, est appliqué et les différents critères sur lesquels ces instances se basent pour renouveler l'autorisation de séjour ou la refuser.

8.1.1 Construction de la grille d'analyse

L'essentiel de cette grille est de faciliter la lecture des arrêts récoltés, de recenser les critères mis en avant par les instances cantonales et fédérales afin de vérifier les hypothèses de recherche en éléments concrets. Cette grille a été élaborée en fonction d'un questionnement sur chacune de mes hypothèses afin de les clarifier. Un resserrement des données a été effectué afin de répondre aux deux premières hypothèses. A cet effet, j'ai créé une liste d'arguments retenus par les autorités en dégageant dans chaque arrêt les éléments qui me paraissaient essentiels, à savoir :

- regroupement familial, durée du séjour,
- art. 50, présence ou non de violence,
- intensité des violences atteintes ou non,
- intégration sociale et professionnelle (indépendance financière),
- attaches et réseau social en Suisse,
- réintégration dans le pays d'origine,
- appréciation de l'instance supérieure (approbation ou rejet).

8.1.2 Questionnaire aux services spécialisés

Pour évaluer l'hypothèse 3 « *la plupart des femmes migrantes victimes de violences conjugales, renoncent à dénoncer les violences, par peur de perdre leur permis de séjour* », et déterminer le soutien qui leur est offert dans la réalité, un questionnaire a été adressé aux professionnels de quelques Centres LAVI romands. Il était important pour moi de savoir si ces professionnels étaient consultés par des femmes victimes de violence conjugale, quelle était l'attitude de ces dernières sachant que leur permis de séjour pourrait ne pas être renouvelé (dissolution de la famille) et allaient-elles jusqu'au bout de leur démarches en vue de mettre fin à une vie commune empreinte de violences domestiques.

Tout au long de la construction de ma recherche, je me suis appuyée sur le manuel de recherche en sciences sociales de Raymond Quivy et Luc Van Campenhoudt²⁷.

²⁷ Quivy Raymond et Van Campenhoudt Luc, Manuel de recherche en sciences sociales, 3e édition, Dunod, Paris, 2006, p. 171

8.2 Les limites de la recherche

Dès l'élaboration de ma recherche je me suis très vite rendue compte des limites qui me seraient imposées par la réalité du terrain à explorer et certaines de mes craintes se sont confirmées. La liste n'est certes pas exhaustive, je vous livre ci-dessous les points les plus parlants :

- la longueur des procédures,
- la difficulté de trouver des personnes prêtes à témoigner, les migrantes s'adressant au Centre venant surtout s'enquérir des risques encourus en cas de séparation mais renonçant finalement à mettre fin à leur union conjugale devant les conséquences d'une telle décision,
- l'abandon par certaines d'entre elles au cours de la procédure de recours entamée auprès des instances cantonales, brisées psychiquement et disparaissant tout simplement (retour au pays d'origine ou clandestines en Suisse ?).

9. PARTIE EMPIRIQUE

9.1 Analyse des données

9.1.1 Présentation du corpus de la recherche

Dans la réalisation de cette recherche, trois corpus ont été choisis.

- Le premier consiste en l'analyse de huit arrêts rendus par les instances de recours supérieures. Les huit décisions concernent la situation de six femmes d'origines diverses (Chili, Brésil, Macédoine, Kosovo) et de deux hommes (Nigéria, Cameroun). Une des arrêts mentionne la présence d'un enfant. Les deux arrêts concernant les ressortissants nigérian et camerounais ont eu pour effet d'instaurer une jurisprudence et, par conséquent, de modifier l'application de l'art. 50.
- Le second est le résultat d'un questionnaire adressé à quatre Centres LAVI romands, à savoir Neuchâtel, Valais, Genève et Lausanne.
- Le troisième fait suite à ma participation à un workshop organisé par l'Office fédéral des Migrations (ODM) et le Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes (BFEG) concernant l'application de l'article 50, al. 2 LETr (cas de rigueur concernant la violence conjugale) et l'article 77 de l'Ordonnance relative à l'admission, au séjour et à l'exercice d'une activité lucrative (OASA) Il s'agit d'un bref compte rendu de cette séance qui a regroupé les autorités cantonales compétentes en matière de migration, les bureaux de consultation juridique destinés aux migrants, les centres de consultation LAVI et les maisons d'accueil pour femmes victimes de violence conjugale. Cette rencontre s'est déroulée le 28 juin 2013 à Lausanne.

9.2 Eléments d'analyse

Comme élément d'analyse dans cette recherche, la méthode d'analyse de contenu a été utilisée. Tout d'abord, afin d'illustrer les décisions prises par les différentes tribunaux habilités, l'important pour moi était de dégager les critères utilisés par ces instances pour admettre ou dénier la présence de violences conjugales au sens de l'art. 50.

Le premier critère pris en considération dans tout type de décision, c'est celui de la durée de la vie commune, qui doit impérativement réunir trois années.

Le second critère concerne les violences conjugales et leur intensité, intensité qui doit être prouvée par la victime avec l'appui de structures d'accompagnement (maisons d'accueil pour les victimes de violences domestiques) et des professionnels compétents en la matière (Centre LAVI, médecin, psychologue, entourage...), mais également l'intégration dans le pays d'accueil (connaissance de la langue, attaches socio-économiques).

Troisième élément retenu, il s'agit là d'examiner la possibilité de réintégration dans le pays d'origine (persécutions/discriminations éventuelles, moyens d'existence, réseau socio-professionnel). La présence d'enfants dans le couple est aussi prise en compte, également sous l'angle de l'art. 8 de la CEDH.

Certains passages relatifs aux critères exposés ci-avant tendent à illustrer la pratique dans les faits constatés, la volonté politique en termes de protection réelle et l'application de l'art. 50 en fonction de l'évolution des jurisprudences.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, à savoir l'analyse des jurisprudences, il convient de préciser quelles sont les instances qui statuent et le parcours qui les distingue pour arriver soit au Tribunal administratif fédéral soit au Tribunal fédéral.

Procédure allant des autorités cantonales au Tribunal Administratif Fédéral (TAF)

Concernant l'attribution, la prolongation et la révocation d'une autorisation de séjour obtenue par regroupement familial, il s'agit tout d'abord d'un examen d'appréciation effectué par les autorités cantonales en matière de migration, autorités souvent désignées sous le nom de Service de la Population et des Migrations (SPM) ou Service de la Population (SPOP). Celles-ci soumettent, en cas d'approbation de leur part, le dossier aux autorités fédérales compétentes, soit l'Office Fédéral des Migrations (ODM) lequel, selon les renseignements fournis par les cantons, accordent ou refusent l'autorisation de séjour. Au cas où l'ODM rejette la requête d'autorisation de séjour, le lésé peut déposer un recours auprès du Tribunal administratif fédéral (TAF) à St-Gall.

Le Tribunal administratif fédéral a été institué en 2005 et est entré en fonction le 1er janvier 2007. Il s'agit de l'instance ordinaire de recours contre les décisions des autorités administratives fédérales. Dans certains cas particuliers, il statue sur des recours contre des décisions d'autorités cantonales. Il s'est substitué à une trentaine de commissions fédérales de recours et aux services de recours des départements de l'administration fédérale. Il a repris par ailleurs l'essentiel des compétences juridictionnelles du Conseil fédéral. (Sources TAF).

Procédure allant des autorités cantonales au Tribunal Fédéral (TF)

En cas de refus de renouvellement/révocation d'une autorisation de séjour à titre de regroupement familial, le mot d'ordre est émis par les autorités cantonales qui vérifient si la vie commune est toujours existante. Dans un premier temps, dites autorités accordent un droit d'être entendu ; cela signifie que ces dernières envisagent le retrait du permis mais qu'elles donnent la possibilité à la personne concernée de faire valoir ses observations. Au cas où elles estiment que la personne ne remplit pas les critères, une décision formelle leur est alors notifiée avec voies de recours. Le recours est en principe adressé dans de nombreux cantons au Conseil d'Etat et, si ce dernier confirme la révocation du permis, la tâche de statuer revient au Tribunal Cantonal. Dans le cas où la décision cantonale de dernière instance est contestée, il est possible de déposer un recours au Tribunal Fédéral (autorité judiciaire suprême de la Confédération Suisse). Ce dernier examine si la décision cantonale est conforme au droit (fédéral) et, si tel n'est pas le cas, il peut annuler ou modifier l'acte attaqué. Le Tribunal Fédéral ne contrôle en principe pas les faits sur lesquels repose la décision attaquée, sauf s'ils ont été établis en violation du droit. Le Tribunal Fédéral a pour fonctions, d'une part d'assurer l'interprétation uniforme du droit fédéral par les autorités cantonales et fédérales d'exécution, d'autre part de développer le droit fédéral en clarifiant sa portée et en comblant d'éventuelles lacunes. (Sources TF).

Bref historique des personnes concernées par les arrêts analysés

Afin de rendre plus lisible l'analyse des arrêts, il convient de mentionner ici les résumés concernant le parcours des migrants concernés et leur requête respective établis par le Tribunal fédéral (TF) et le Tribunal administratif (TAF) dans le cadre des décisions rendues.

Arrêt TF 2C_460/2009, grille A

- Il s'agit d'un ressortissant camerounais ayant épousé une ressortissante suisse. Arrivé en Suisse en 2002, il a demandé l'asile, requête rejetée en décembre 2002, avec une interdiction d'entrer en Suisse jusqu'en septembre 2005. Le mariage a eu lieu en octobre 2004, ce qui a eu pour effet d'annuler l'interdiction d'entrer en Suisse et le regroupement familial a été accordé le 7 février 2005. Les autorités cantonales ont été informées du fait que le couple ne vivait plus ensemble depuis août 2007. Le divorce a été prononcé le 4 juillet 2008. Refus du renouvellement de l'autorisation de séjour le 3 décembre 2008 par le Service de la Population du canton de Vaud. L'intéressé a déposé un recours le 24 décembre 2008 auprès du Tribunal cantonal (TC), il invoque des violences de la part de son épouse.

Par arrêt du 24 juin 2009, le TC rejette le recours, la durée de la vie commune n'ayant pas duré trois ans et les violences subies n'ayant pas atteint l'intensité voulue. Un recours est déposé auprès du TF dans le délai légal (30 jours). Le recourant demande l'annulation de la décision du TC et le renouvellement de l'autorisation de séjour, estimant en effet avoir réuni les trois ans de vie commune. Par arrêt du 4 novembre 2009, le TF confirme la décision du TC, estimant que ce dernier a respecté le droit fédéral.

Arrêt TF 2C_554/2009, grille B

- Il s'agit d'un ressortissant nigérian ayant épousé une ressortissante suisse. Arrivé en suisse, lui aussi a dans un premier temps un parcours de requérant d'asile.

L'asile n'étant pas l'objet de ma recherche, je renonce à développer plus en détail ce parcours. Le mariage assorti d'une autorisation d'entrer en Suisse est validé en août 2006. L'intéressé est condamné à plusieurs reprises, notamment pour menaces et voies de faits à l'encontre de son épouse. Cette dernière quitte le domicile conjugal en janvier 2008 et informe, en juin de la même année, les autorités cantonales que son mariage est définitivement « raté ». L'autorisation est révoquée par les autorités cantonales. Les recours déposés auprès des instances cantonales (Conseil d'Etat et Tribunal cantonal, Zoug) sont rejetés. Un recours est interjeté auprès du TF afin que les décisions cantonales soient annulées, que son permis de séjour soit prolongé et l'assistance judiciaire accordée. Par arrêt du 12 mars 2010, le TF rejette le recours au motif que la vie conjugale n'a duré que quinze mois, que les condamnations dont il a été l'objet ne démontrent pas une intégration réussie et que la réintégration dans le pays d'origine n'est nullement compromise.

Ces deux arrêts concernent des hommes, ils sont intéressants du point de vue de l'interprétation de l'art. 50 LETr al. 1 let. a et b, al. 2 car les deux conditions, soit violence conjugale et réintégration dans le pays d'origine, ne sont plus cumulatives. Par ailleurs, c'est la première fois que le degré de l'intensité des violences subies est défini.

Ces deux décisions font jurisprudence, raison pour laquelle j'ai fait une distinction dans mes analyses en les différenciant par des lettres (grilles A et B) et non par des chiffres.

Il reste à examiner si cette nouvelle jurisprudence que l'on peut considérer comme une avancée a eu une incidence sur les autres décisions analysées.

Arrêt TAF C-483/2006, grille 1

- Il s'agit d'une ressortissante brésilienne ayant épousé un ressortissant portugais. Arrivée en Suisse en qualité de touriste durant l'été 2000, elle rencontre son futur époux qui travaille dans notre pays (permis temporaire). Le mariage a lieu au Portugal, le 30 décembre 2000, et Madame vit dans un premier temps au Portugal. En décembre 2002, elle s'installe en Suisse au bénéfice du regroupement familial. En avril 2003, un permis B CE/AELE d'une validité de 5 ans lui est accordé. Une séparation est annoncée au Bureau des étrangers de Lausanne le 20 mai 2003. Une enquête de police est demandée. Madame explique les raisons de son départ du domicile conjugal : son mari boit beaucoup, il la bat souvent, il l'a menacée une fois avec un couteau. En juillet 2003, des mesures protectrices de l'union conjugale sont prononcées. En 2005, suite à un nouvel épisode très violent, Madame dépose une plainte pénale et demande le divorce lequel est prononcé le 15 avril 2005. Peu après, elle demande le renouvellement de son permis auprès des autorités cantonales qui fait suivre la requête à l'Office fédéral des migrations (ODM) avec un préavis favorable.

Refus de l'ODM au motif que la vie commune n'a duré que cinq mois (le décompte est fait à partir du moment où Madame est venue s'installer de manière durable en Suisse), que le couple n'a pas d'enfant et que les attaches sociales et professionnelles ne sont pas particulièrement étroites.

Un recours est déposé auprès du Tribunal administratif fédéral (TAF). Madame invoque les 50 LEtr et 77 OASA, les violences subies avec preuves à l'appui, dément la durée de vie commune retenue par l'ODM, considérant que la vie commune a duré quatre ans et 4 mois et que le divorce s'est imposé en raison des violences subies. Le TAF ne conteste pas les maltraitances et les conséquences qui en résultent, mais estime que cela ne constitue qu'un des éléments du dossier à prendre en considération. Ce que retient surtout le TAF, c'est que les attaches professionnelles ne sont pas particulièrement durables et que l'autonomie financière n'est pas optimale.

Arrêt TF 2C_221/2011, grille 2

- Il s'agit d'une ressortissante chilienne ayant épousé un ressortissant suisse. En octobre 2007, elle obtient un permis de séjour suite à son mariage (regroupement familial). Une séparation intervient en septembre 2009. Des mesures protectrices de l'union conjugale sont prononcées en octobre 2009. Une plainte pénale est déposée, mais celle-ci se solde par un non-lieu prononcé par le Juge d'instruction le 6 juillet 2010. Une procédure de divorce est entamée. En octobre 2010, le Service de la population et des migrations (SPM) de Fribourg refuse de renouveler l'autorisation de séjour au motif que Madame ne peut invoquer des raisons personnelles majeures pour rester en Suisse. Le recours déposé auprès du Tribunal administratif cantonal (TAC) est rejeté. L'intéressée interjette recours auprès du TF à son nom, puis confie la défense de ses intérêts à un mandataire. Madame reproche aux Juges cantonaux d'avoir nié les violences dont elle a été victime et de ne pas avoir tenu compte d'un moyen de preuve important, à savoir une lettre de l'oncle de son époux qui témoigne des violences subies. Madame a été violentée, humiliée pendant des mois, elle porte des marques sur les bras et les jambes, elle a dû dormir plusieurs semaines par terre dans une petite chambre non chauffée.

Le TAC n'exclut pas que la RA ait été victime de violences conjugales malgré le non-lieu prononcé le 6 juillet 2010. Mais n'examine pas cette question plus avant, estimant que la réintégration dans son pays d'origine ne semble pas fortement compromise et que, selon le texte clair de l'art. 50 al. 2 LEtr, cette condition est également nécessaire. Une telle motivation n'est pas conforme à la jurisprudence de laquelle il ressort que des violences conjugales d'une certaine intensité risquent de perturber gravement le conjoint et peuvent suffire à elles seules l'octroi d'un titre de séjour. L'existence de violences conjugales et leur intensité est donc déterminante. Or, l'arrêt attaqué ne contient pas les éléments de faits suffisants pour permettre au TF de se prononcer à ce sujet. Le TF estime qu'il convient de vérifier la crédibilité de la déclaration écrite, au besoin en entendant son auteur et déclare que ce n'est pas à lui de procéder à des mesures d'instructions et d'apprécier les preuves. La cause est renvoyée au Tribunal cantonal pour nouvel examen.

Arrêt TF 2C_968/968/2012, grille 3

- Il s'agit d'une ressortissante macédonienne ayant épousé un ressortissant turc, bénéficiaire d'un permis d'établissement (Permis C), le 15 mai 2007. Le regroupement est accordé quelques mois plus tard. Une séparation intervient en novembre 2008 et le Tribunal d'arrondissement de Lausanne autorise les époux à vivre séparés en juin 2009 après avoir prononcé les mesures protectrices de l'union conjugale. Le mari demande le divorce en Turquie. Le Service de la population (SPOP) du canton de Vaud révoque l'autorisation de séjour le 14 décembre 2009. Entendue par le SPOP, elle dit s'être séparée en raison des violences conjugales subies depuis le début de leur union (frappée de manière soutenue et répétée) et que son mari l'a obligée à avorter. Dans un recours déposé auprès du Tribunal cantonal, Madame fournit une attestation établie par le centre d'accueil où elle réside dans laquelle il est expliqué qu'elle a été renvoyée de force en Macédoine, désinscrite par son mari du contrôle des habitants et que celui-ci a refusé sa réintégration au domicile conjugal lors de son retour de Macédoine. Elle fournit un certificat médical qui évoque de stress post-traumatique consécutif aux violences conjugales et d'un état dépressif sévère. Par arrêt du 10 septembre 2012, le TC rejette le recours, soit deux ans et demi plus tard après son dépôt.

Dans l'intervalle, le divorce a été prononcé le 12 juin 2012. Un recours est déposé contre cet arrêt auprès du TF. Ce dernier estime que c'est à juste titre que les Juges cantonaux ont réfuté les arguments de la recourante concernant les violences conjugales dans la mesure où elles n'ont pu être établies de manière concrète. Les moyens de preuve (attestation de la maison d'accueil et certificat médical) sont tardifs, ils n'ont pas été établis au moment des faits. La détresse de Madame est liée à la perspective du retour dans le pays d'origine. En conclusion, le TF juge que l'instance inférieure n'a pas versé dans l'arbitraire en retenant pour non avérées les violences invoquées dans l'arbitraire et le dossier est ainsi définitivement classé.

Arrêt TF 2C_821/2011, grille 4

- Il s'agit d'une ressortissante kosovare ayant épousé un ressortissant serbe le 29 mai 2008. Le regroupement familial est accordé en août de la même année. L'époux informe le contrôle de l'habitant de St-Gall que lui et son épouse ont vécu de suite séparés.

Madame dépose plainte auprès du Procureur du canton pour « soupçons d'agressions » et privation de liberté. Le 16 février 2011, le Service de migration cantonal refuse de renouveler l'autorisation de séjour au motif que le mariage n'a duré qu'environ une année et neuf mois, qu'elle ne peut faire prévaloir des violences familiales/conjugales et que la réintégration dans son pays d'origine ne pose pas de problème (est raisonnablement exigible). Cette décision fait l'objet de recours auprès des instances cantonales. La recourante indique qu'elle est victime de violences conjugales au sens de l'art. 50 LEtr al. 1 let b et al. 2 (raisons personnelles majeures). La décision du SPM est confirmée par le Département de la Sécurité et de la Justice et par le Tribunal administratif (TA) du canton de St-Gall qui relèvent notamment que le préjudice subi correspond à la vie courante d'un mariage islamique traditionnel. Un recours est déposé auprès du TF.

Ce dernier estime que le TA aurait dû mener une enquête sur les soupçons portés sur le mari quant aux contraintes et privation de liberté infligées à son épouse et que le jugement rendu par défaut n'est pas justifié. La cause est renvoyée aux instances cantonales pour nouvel examen.

Arrêt TF 2C_429/2012, grille 5

- Il s'agit d'une ressortissante macédonienne ayant épousé le 17 décembre 2007 un agriculteur (origine de l'époux non indiquée) résidant en Suisse avec un permis d'établissement. Madame est arrivée en Suisse, avec sa fille âgée d'un an, par regroupement familial le 1^{er} août 2008. La Cour de Baden ordonne la séparation du couple en avril 2009 et le 14 avril 2010, le SPM d'Argovie rejette la demande de délivrance d'un permis de séjour au motif que le couple ne vit plus ensemble depuis novembre 2008. Les recours interjetés auprès des instances cantonales sont rejetés définitivement le 22 mars 2012. Madame fait appel au TF et allègue une violation du droit d'être entendue. Selon elle, l'instance inférieure aurait dû entendre le témoignage de son frère afin de se forger une image complète sur la pertinence des violences subies, invoque également l'art. 8 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme (CEDH), demande l'annulation de la décision et sollicite un permis de séjour. Le TF déclare d'une part que le reproche est infondé et que l'instance cantonale a largement abordé la question des violences. D'autre part que la recourante n'a pas rendu vraisemblable le fait d'avoir été victime de violences conjugales au sens de l'art. 50 al.2. Concernant sa fille, le TF répond qu'elle a vécu avec sa mère ses premières années en Macédoine, que c'est elle qui en a la garde et que ses relations en Suisse se limitent essentiellement à travers sa vie avec ses parents. Par conséquent, les relations familiales peuvent se poursuivre tout simplement à l'étranger.

Arrêt TF 2C_363/2012, grille 6

- Il s'agit d'une ressortissante kosovare ayant marié le 5 septembre 2006 un compatriote. Elle est venue en Suisse un an plus tard par regroupement familial. Le 4 septembre 2009, Madame dépose plainte contre son mari pour voies de fait, insultes et menaces. Le Contrôle des habitants indique, le 29 octobre de la même année, au Service des migrations (SPM) d'Argovie que l'intéressée se trouve dans une maison d'accueil pour femmes Argovie/Soleure depuis août 2009. Le divorce intervient le 1^{er} décembre 2009 et, le même jour, des sanctions sont prises à l'encontre de son époux. Le 14 avril 2010, le SPM du canton refuse le renouvellement de son permis. Le recours contre cette décision, déposé auprès du Tribunal de recours en matière de droit des étrangers (Argovie), est rejeté le 2 février 2012, au motif qu'on ne peut qualifier les violences conjugales d'intensives. Dans son recours au TF, la recourante fait valoir que l'instance cantonale n'a pas examiné son cas avec justesse, au sens de l'art. 50 al.1 et 2 et qu'en cas de retour au Kosovo elle risque de subir des pressions de la part de la famille de son mari et des violences de la part de sa propre famille. Le TF se détermine en qualifiant les violences répétées de légères. Par ailleurs, toujours selon le TF qui se réfère au rapport établi par la maison d'accueil où Madame a séjourné trois mois, elle ne portait, lors de son arrivée, aucunes traces physiques des violences invoquées.

Et que, toujours selon le rapport précité, son séjour dans la maison d'accueil n'est pas lié aux violences subies, mais faute d'avoir trouvé un logement pour elle. De plus les risques invoqués en cas de retour dans son pays d'origine manquent de substance.

9.2.1 Durée de la vie commune

Selon la loi, la durée de vie commune est fixée à trois ans. Selon le discours du Tribunal fédéral et du Tribunal administratif fédéral (TF et TAF), toutes les jurisprudences font références à ce laps de temps de ménage commun.

Le TF, dans son arrêt du 4 novembre 2009 qui a servi la première jurisprudence ; l'examen de la durée de la vie conjugale, il note : *«[...]la vie commune a cessé en août 2007, l'union conjugale au sens de l'art. 50 al.1 let. a LEtr n'a pas duré trois ans. Selon, l'art. 42 al. 1 LEtr, le conjoint d'un ressortissant CH à droit à l'octroi d'une autorisation de séjour et à sa prolongation à condition de vivre en ménage commun et dans ce cas le RA ne peut se prévaloir d'un droit à une autorisation de séjour fondée sur l'art. 42 al. 1 LEtr. »* (Arrêt TF C2_460/2009, **Grille A**).

Le TAF relève : *« [...]En l'espèce, X réside en Suisse de manière ininterrompue depuis le 22 décembre 2002 et peut donc se prévaloir d'un séjour de plus de 5 ans et demi dans ce pays. L'examen du dossier mène toutefois à constater que le motif pour lequel elle avait été autorisée à résider en Suisse, soit de vivre en communauté conjugale avec son époux portugais, a disparu en mai 2003 déjà, soit 5 mois seulement après sa venue en Suisse. »* (Arrêt TAF C-483/2006, **Grille 1**).

Selon le TF : *« [...]la durée de la vie commune effective va du 21 août 2008 à fin 2010 soit environ 21 mois, donc l'art. 50 al. 1 let. a. n'est pas applicable. »* (Arrêt TF 2C_821/2011, **Grille 4**).

Le TF rappelle le contenu de l'art. 50 et précise *«[...]que la plaignante réside en CH depuis environ 4 ans et n'a vécu que trois mois avec son mari (d'août à novembre 2008). La séparation du couple a été prononcée par la Cour d'appel de Baden le 3 avril 2009. Elle ne remplit pas le critère de la vie commune ».* (Arrêt TF 2C_429/2012, **Grille 5**).

Selon le TF *«[...]La vie commune va de septembre 2007 à août 2009, donc ne remplit pas la condition de l'art 50 al. 1 let. a. puisqu'elle a durée moins de trois ans. »* (Arrêt TF 2C_363/2012, **Grille 6**).

9.2.2 Violences conjugales/Intensité insuffisante

Afin de vérifier si la personne peut invoquer un cas de rigueur au sens de l'art. 50 al. 2 LEtr, l'instance supérieure va se déterminer sur le contenu du recours déposé ainsi que sur les pièces fournies à titre de moyens de preuve (selon art. 77 OASA). L'indice de violence a été défini lors d'un arrêt du 4 novembre 2009 (mentionné ci-après). Cette jurisprudence donne le ton : les critères « violence conjugale **et** réintégration dans le pays d'origine », ne sont plus cumulatifs. Reste à déterminer l'application qui en est faite par les autorités.

S'agissant du critère de l'indice de violence, celui-ci doit revêtir une intensité telle qu'elle risque de perturber gravement la personnalité du conjoint. Les extraits ci-dessous démontrent l'examen qui en est fait les autorités cantonales et fédérales.

Le TF considère la poursuite du séjour en CH après dissolution de mariage ou du ménage commun : *« [...] s'il est établi que l'on ne peut exiger plus longtemps de la personne admise dans le cadre du regroupement familial qu'elle poursuive la relation conjugale dès lors que cette situation risque de la perturber gravement... »*

La violence conjugale ou la réintégration fortement compromise dans le pays d'origine peut revêtir une importance et un poids différents dans cette appréciation et suffire isolément à admettre des raisons personnelles majeures ».

Dans ce même arrêt le TF définit toutefois que selon la lettre de l'art. 50 al. 2 LETr : *« [...] lorsque violence conjugale et réintégration compromise dans le pays d'origine ainsi définies sont réunies, les raisons personnelles majeures qui permettent de maintenir le droit de séjour du conjoint et des enfants lors de la dissolution de la famille doivent être admises. Il s'agit bien là d'un cas de rigueur ».*

Selon la définition qui est exposé ci-avant par le TF *« [...] la question de savoir s'il faut qualifier les cris et la gifle de violences conjugales peut rester ouverte, du moment que la réintégration sociale du RA, jeune et en bonne santé dans son pays d'origine, où toute sa famille réside, n'est pas fortement compromise ».*

(Arrêt TF 2C_460/2009, **Grille A**).

TF concernant l'intensité *« [...] la violence conjugale doit par conséquent revêtir d'une certaine intensité.... Le recourant a été victime de violence conjugale, mais il n'est pas établi que dans son intensité, cette violence risque de le perturber gravement ».*

(Arrêt TF C2_460/2009, **Grille A**).

Dans cet arrêt, le TF reprend les mêmes termes que dans le cas cité ci-avant, tout en nuanciant :

- *« [...] Dabei ist nicht erforderlich, dass diese Voraussetzungen kumulativ erfüllt sind. Die Gründe, die den weiteren Aufenthalt in der Schweiz zu rechtfertigen vermögen, sind zudem nichterschöpfend aufgelistet ("namentlich"), weshalb den Behörden ein gewisser Beurteilungsspielraum ».*

Traduction libre : *« [...] Il n'est pas nécessaire que ces deux conditions soient cumulatives. Les raisons qui peuvent justifier la poursuite du séjour en CH ne sont pas limitativement énumérées, ce qui explique pourquoi les autorités disposent d'une certaine marge d'appréciation ».*

Et rajoute :

- *« [...] wenn die im Familiennachzug zugelassene Person durch das Zusammenleben in ihrer Persönlichkeit ernstlich gefährdet ist und ihr eine Fortführung der ehelichen Beziehung nicht länger zugemutet werden kann ».*

Traduction libre : «[...] si la personne autorisée à titre de regroupement qui, dans la vie commune, est gravement menacée dans sa personnalité et qu'on ne peut pas attendre d'elle la poursuite de la relation conjugale ».

(Arrêt TF 2C_554/2009, **Grille B**).

« [...] La situation de la recourante est certes particulière en considération des difficultés conjugales qu'elle a rencontrées depuis sa venue en Suisse, lesquelles ont abouti à la séparation, puis au divorce de son époux portugais...

En l'espèce, X venue en Suisse rejoindre son mari le 22 décembre 2002 a dû se résoudre à quitter le domicile conjugal au mois de mai 2003 déjà, en raison des violences conjugales dont elle faisait l'objet. Si les maltraitances dont la recourante a été victime ont lourdement pesé sur sa décision personnelle, elles ne constituent cependant que l'un des éléments du dossier à prendre en considération pour l'examen de la poursuite de son séjour en Suisse ».

(Arrêt TAF C-483/2006, **Grille 1**).

Dans l'arrêt cité ci-après, la recourante explique que son mari l'a renvoyée de force en Macédoine et qu'il l'a désinscrite sans la consulter au contrôle de l'habitant. Revenue par ses propres moyens, son mari a refusé de l'accueillir au domicile conjugal. Elle s'est séparée de son mari en raison des violences conjugales subies depuis le début de leur union. Il l'a frappée de manière soutenue et répétée et l'a obligée à avorter. Des certificats médicaux sont déposés à l'appui de ses allégations. Ces derniers soulignent des symptômes anxio-dépressifs développés à la suite des pressions et menaces subies pour maintenir le mariage en dépit de l'échec de celui-ci.

A l'appui de son recours au Tribunal cantonal (TC), la recourante produit un certificat médical posant les diagnostics d'état de stress post-traumatique consécutif aux violences conjugales et d'épisode dépressif sévère, sans syndromes psychotiques.

Deux plaintes sont déposées auprès du Ministère public de l'Arrondissement de Lausanne, l'une par la recourante pour violences conjugales et l'avortement que son mari lui a fait subir et l'autre par le mari pour menaces. Les plaintes ont été classées, faute d'éléments suffisants pour admettre les faits.

Le TF confirme la position du TC et estime qu' « [...] il n'a pas versé dans l'arbitraire en retenant pour non avérées les violences conjugales invoquées ». Que c'est à juste titre que les juges cantonaux ont réfuté les arguments de la recourante développés dans son recours. Les violences domestiques ne sont pas établies et le doute émis quant au caractère probant de l'attestation du Centre d'accueil est justifié car établie plusieurs mois après la séparation et elle ne mentionne pas de violence physique ou psychique à proprement parler mais le fait que le mari a refusé d'accueillir sa femme au domicile conjugal.

En ce qui concerne les certificats médicaux mentionnant des symptômes anxio-dépressifs et un état de stress post-traumatique consécutif aux violences conjugales et d'épisode dépressif sévère, sans syndromes psychotiques, il est juste que les juges cantonaux s'en soient écartés parce qu'ils n'ont pas été établis au moment des faits ou même peu après.

La recourante allègue une violation du droit d'être entendue. L'instance inférieure aurait dû, selon elle, entendre le témoignage de son frère afin de se forger une image complète des violences conjugales alléguées.

Selon le TF « [...] Le reproche est infondé. L'instance inférieure a largement abordé la question des violences conjugales. Elle était autorisée, alors qu'il n'y avait pas de condamnation pénale ni de moyens de preuve tel qu'un certificat médical, à se poser la question sur la pertinence des violences alléguées. Les dires de son frère ainsi que les documents ont été pris en compte et considérés comme incidents conjugaux.

Les déclarations de la recourante et de son frère démontrent un poids beaucoup plus élevé que les explications données par son mari qui parle de voies de faits et de menaces à l'encontre de son épouse. Dans ces circonstances, l'instance inférieure peut s'abstenir de preuves complémentaires. »

Le TF déclare : « [...] La recourante n'a pas rendu vraisemblable le fait d'être victime de violences conjugales au sens de l'art. 50 al. 2. L'instance inférieure a examiné (approfondi) les dires de la recourante, les événements, l'interrogatoire de la police et les déclarations du frère. Il est reproché au mari des violences répétées, de multiples menaces et coercitions. Cependant, le droit pénal exige de la rigueur dans les preuves ce qui n'a pas été le cas dans cette procédure, ce qui n'a donc pas permis de confirmer qu'il y a eu des violences conjugales. Au contraire, l'instance inférieure s'est appuyée sur les interrogatoires de police et les déclarations du frère pour finalement admettre que les violences ne revêtaient pas une intensité au sens de la Loi. »

(Arrêt TF 2C_429/2012, Grille 5).

Le TF reprend les propos de l'instance inférieure qui relève « [...] Unter Bezugnahme auf die polizeilichen Einvernahmen, die Aussagen der Beschwerdeführerin und der Zeugen sowie die Berichte des Frauenhauses ist das Rekursgericht vielmehr davon ausgegangen, dass die Beschwerdeführerin regelmässig durch Tätlichkeiten(Ohrfeigen) sowie Beschimpfungen im Haus ihrer Schwiegereltern gedemütigt worden ist und deswegen die eheliche Gemeinschaft erschöpft verlassen hat. Der anschliessende längere Aufenthalt der Beschwerdeführerin im Frauenhaus für drei Monate ist gemäss den vorinstanzlichen Feststellungen, die sich auf Zeugenaussagen einer Betreuerin und die Angaben der Beschwerdeführerin selbst stützen, demgegenüber nicht auf die Intensität oder die Folgeschäden der ehelichen Gewalt zurückzuführen, sondern darauf, dass die Beschwerdeführerin vorher keine eigene Wohnung habe finden können. Körperliche Anzeichen von Gewalt wurden beim Eintritt ins Frauenhaus keine festgestellt.

Das Rekursgericht ist in Würdigung all dieser Umstände, namentlich aufgrund der andauernden Erniedrigungen, von einer erheblichen Beeinträchtigung der Beschwerdeführerin ausgegangen, stufte die erlittene Gewalt aber nicht als derart intensiv ein, dass sie für sich allein einen nahehelichen Härtefall im Sinne von Art. 50 Abs. 1 lit. b und Art. 50 Abs. 2 AuG zu begründen vermöchte ».

Traduction libre « la recourante a été victime de violences intensives. Une plainte a été déposée pour multiples voies de faits, menaces et coercitions, mais on ne peut parler de violences avérées. Selon ses déclarations à la police, son témoignage et le rapport de la Frauenhaus, la recourante fait état de voies de fait (gifles) et insultes dans la maison de ses beaux-parents et c'est pourquoi elle a rompu la vie commune. Le séjour dans la maison d'accueil pour femmes (Frauenhaus), n'est pas vraiment la conséquence de la violence subie mais faute de trouver un logement. Lors de son arrivée à la maison d'accueil, pas de traces physiques de violences. L'instance inférieure estime que les violences sont répétées mais légères de sorte qu'elles ne revêtent pas l'intensité définie par l'art. 50 al. 1 let b et art. 50 al.2. »

Le TF rappelle que les violences conjugales au sens du droit comprennent : *«[...] systematische Misshandlung mit dem Ziel, Macht und Kontrolle auszuüben. Sie muss im Rahmen von Art. 50 Abs. 1 lt. B LEtr derart intensiv sein, dass die physische oder psychische Integrität des Opfers im Falle der Aufrechterhaltung der ehelichen Gemeinschaft schwer beeinträchtigt würde. ... Eine einmalige Ohrfeigen oder eine verbale Beschimpfung genügt hierzu nicht. »*

Traduction libre : *«... des sévices systématiques ayant pour but d'exercer un pouvoir et un contrôle. Dans le cas de l'art 50 al. 1, l'intégrité physique et psychique de la victime doit atteindre une intensité au point que la vie conjugale devienne sérieusement perturbée. Une gifle ou une insulte verbale n'est pas suffisante. »*
(Arrêt TF 2C_363/2012, **Grille 6**).

9.2.3 Violences conjugales/Intensité suffisante

Le Tribunal cantonal *«[...] n'exclut pas que la recourante ait été victime de violences conjugales malgré le non lieu prononcé le 6 juillet. Mais n'examine pas cette question plus avant, estimant que la réintégration dans son pays d'origine ne semble pas fortement compromise et que, selon le texte clair de l'art. 50 al. 2 LEtr, cette condition est également nécessaire. Une telle motivation n'est pas conforme à la jurisprudence de laquelle il ressort que des violences conjugales d'une certaine intensité risquent de perturber gravement le conjoint et peuvent suffire à elles seules l'octroi d'un titre de séjour.*

L'existence de violences conjugales et leur intensité est donc déterminante. Or, l'arrêt attaqué ne contient pas les éléments de faits suffisants pour permettre au TF de se prononcer à ce sujet ».

Dans le même arrêt, le TF estime que *« [...] les juges cantonaux n'ont pas statué sur les violences conjugales, mais conviennent que celles-ci ne semblent pas exclues en se fondant sur le courrier de l'oncle. Ce document (lettre de l'oncle de l'ex-époux) relate que la RA a été violente et humiliée pendant des mois par son mari (marques sur les bras et les jambes) et qu'elle a dû dormir pendant plusieurs semaines par terre dans une petite chambre non chauffée. Le même document indique que le non lieu a été prononcé parce que le mari a nié les faits et que la RA n'avait pas d'avocat. L'auteur de la lettre indique pourtant qu'avant son mariage avec la RA, son époux avait déjà commis des violences sur sa précédente amie.*

Le TF relève encore que *«[...] si les éléments évoqués dans la lettre de l'oncle de l'ex-époux du 23 novembre 2010 sont confirmés..., les violences subies revêtent une intensité de nature à admettre l'existence de raisons personnelles majeures au sens de l'art. 50 al.1 let b LEtr ».*

Dans sa conclusion, le TF renonce à examiner plus avant ce cas *«[...] estimant que les Juges cantonaux n'ont pas instruit ce dossier avec la rigueur voulue, en sous estimant notamment un élément important du dossier (lettre de l'oncle) qui consiste en un témoignage de son entourage étayant les violences subies par la victime. Selon le TF, un non-lieu n'aurait jamais dû être prononcé sans au préalable vérifier la crédibilité des déclarations de l'oncle.*

Le TF rappelle au TC la jurisprudence qui précise que la violence conjugale et la réintégration sociale fortement compromise dans le pays de provenance ne devraient pas forcément être réalisées cumulativement pour justifier l'application de l'art. 50 al.1 let.b et al. 2 Letr. « A cet égard, la violence conjugale ou la réintégration fortement compromise dans le pays d'origine peuvent revêtir une importance et un poids différents dans cette appréciation et suffire isolément à admettre des raisons personnelles majeures. »

Finally, le TF annule l'arrêt attaqué et renvoie la cause au TC pour les Juges cantonaux prennent clairement position sur l'existence des violences conjugales décrites dans la lettre de l'oncle et s'il s'avère que les déclarations de l'oncle sont crédibles, qu'ils accordent la prolongation de son autorisation de séjour à la recourante.

(Arrêt TF 2C_221/2011, **Grille 2**).

La recourante allègue dans son recours des raisons personnelles majeures au sens de l'art. 50 al. 1 let. b et al. 2. Elle dit avoir été victime de violences familiales intensives. Par ailleurs, sa réintégration au Kosovo, où sa famille vit de manière patriarcale et conservatrice, présente de sérieux risques : aucune possibilité de travailler et ne disposera d'aucuns moyens d'existence alors qu'ici elle s'est intégrée et elle travaille. C'est pourquoi elle estime que son autorisation de séjour doit être prolongée.

Le TF relève les propos du TAC : « [...] Le TAC n'a pas considéré comme suffisants les soupçons portés sur le mari quant aux contraintes et privation de liberté infligées à son épouse, celle-ci n'ayant pas été enfermée, frappée, donc pas de violences familiales au sens de l'art. 50 al. 2

Les autorités cantonales n'ont pas cherché à approfondir les dires de la recourante et du bureau de conseil aux femmes victimes de violences, n'ont pas mené d'enquête auprès du mari, de la belle-mère, du cousin et de l'oncle de la plaignante... elles ont jugé par défaut ».

Le TF estime « [...] que l'instance inférieure n'a pas suffisamment analysé les faits pour se déterminer de manière concluante. La plaignante a indiqué avoir appris à connaître son mari en été 2006 durant 5 jours et que par la suite, jusqu'à son mariage, elle a eu avec lui des contacts téléphoniques.

Dès son arrivée en CH, elle a été empêchée de se mouvoir, privée de liberté d'action et forcée de vivre selon le modèle patriarcal, elle n'a pu organiser sa vie conjugale comme ici. Malgré son désir, elle n'a pas pu suivre de cours d'allemand et d'intégration, ne pouvait téléphoner sans l'accord de son mari et quitter le domicile sans l'accord de sa belle-mère laquelle détenait le pouvoir dans la famille. Elle a aussi indiqué que pour des raisons culturelles, elle ne pouvait travailler hors du domicile mais comme « femme de ménage » pour sa belle-mère, comme une esclave. Lorsqu'elle s'opposait à sa belle-mère et à son mari, on l'a « mise à la rue ». Durant plus de deux ans, elle a subi des humiliations et des restrictions à son intégrité mentale, sa liberté de mouvement et d'action et une intense pression liée aux conventions culturelles ».

(Arrêt TF 2C_821/2011, **Grille 4**).

9.2.4 Intégration/attaches en Suisse

La notion d'intégration est principalement mesurée sur les liens sociaux créés durant le séjour en Suisse, l'intégration professionnelle et l'autonomie financière de la personne. Ces éléments sont également déterminants par la suite pour justifier si un renvoi dans le pays d'origine est raisonnablement exigible.

Selon le TF « [...] l'intéressée ne s'est pas créé dans ce pays ni liens sociaux particulièrement étroits avec la population suisse ni attaches professionnelles particulièrement durables au point de ne pouvoir se réadapter aux conditions de vie de son pays d'origine dans lequel elle a vécu jusqu'à l'âge de 25 ans ...

Sur le plan professionnel, la recourante n'a pas réussi à conserver de manière durable un emploi à plein temps et elle n'a toujours pas réussi à y acquérir son indépendance financière... Après 5 ans de séjour en Suisse, elle demeure toujours en grande partie dépendante des prestations de l'aide sociale, malgré un travail régulier depuis 2007 auprès de la même fondation... Il n'apparaît pas que la recourante y aurait acquis des connaissances et des qualifications professionnelles à ce point spécifiques qu'elle aurait pu de chance de les faire valoir dans son pays d'origine ».

(Arrêt TAF C-483/2006, **Grille 1**).

Selon le TF « [...] Elle a récemment commencé une activité professionnelle et n'a par ailleurs aucunes attaches particulières en Suisse, pas même avec les quelques membres de sa famille vivant dans notre pays (un oncle à Renens).

Dans le même arrêt le TF indique : « [...] le réintégration dans le pays d'origine ne constitue une raison personnelle majeure que lorsqu'elle semble fortement compromise ».

Arrêt TF 2C_968/2012, **Grille 3**).

Le TF argumente que « [...] la RA n'a non plus pas de contacts en Suisse si ce n'est avec les intervenants de la maison d'accueil (Frauenhaus). Et qu'elle n'a pu se créer un réseau social l'aidant à s'intégrer. » Et que « selon le rapport de la maison d'accueil, lors de son arrivée, la RA ne parlait pas un mot d'allemand, était socialement isolée. Et ne parle aujourd'hui encore que très peu la langue ».

Arrêt TF 2C_363/2012, **Grille 6**).

9.2.5 Réintégration dans le pays d'origine

Cette notion est, telle qu'interprétée par l'instance supérieure, basée sur le nombre d'années vécues dans le pays d'origine, la scolarité effectuée, le fait que la personne y a passé son adolescence et ses premières années de vie d'adulte, années déterminantes pour la construction de la personnalité et l'imprégnation culturelle. La présence de membres de la famille résidant dans le pays, l'âge et l'état de santé représentent également des critères permettant aux autorités de conclure que le retour dans le pays d'origine ne pose pas de problème particulier.

Selon l'arrêt du TF qui constitue la première jurisprudence : *« la réintégration dans le pays d'origine ne constitue une raison personnelle majeure que lorsqu'elle semble fortement compromise ».*

Le TF déduit que la réintégration sociale du recourant dans son pays d'origine *« ne peut être considérée comme fortement compromise. Le RA est arrivé en CH à l'âge de 21 ans, a séjourné en CH environ 6 ans, a moins de 30 ans et est en bonne santé.... Il n'a pas d'attaches particulières en CH.... Et toute sa famille réside encore au Cameroun. »*

En résumé, la nouvelle jurisprudence du TF stipule : *« [...] Selon les circonstances et au regard de leur gravité, violences conjugales et réintégration fortement compromise peuvent chacune constituer une raison personnelle majeure. Lorsqu'elles se conjuguent, elles imposent en revanche le maintien du droit de séjour du conjoint et des enfants. (Arrêt du TF 2C_460/2009, Grille A).*

Selon le TF, *« Compte tenu du peu d'intégration socioprofessionnelle réalisée en Suisse (optimale), elle est en mesure de se reprendre en charge et d'opérer dans réintégration sociale dans le pays d'origine. »*

« [...] c'est au Brésil que la recourante est née, qu'elle a été éduquée et qu'elle a passé toute son adolescence et les premières années de sa vie d'adulte. Or, ces périodes de la vie sont importantes, puisque c'est au cours de celles-ci que se forge la personnalité, notamment en fonction de l'environnement culturel... Cette constatation apparaît d'autant plus fondée que l'intéressée a démontré, au cours de son séjour en Suisse, qu'elle possédait des facultés d'adaptation. »

(Arrêt du TAF C-483/2006, Grille 1).

Selon le TF, *« [...] la réintégration sociale de la recourante dans son pays d'origine ne peut être considérée comme fortement compromise. Comme l'a pertinemment retenu le Tribunal cantonal (TC), la situation personnelle et économique moins favorable dans laquelle l'intéressée se trouverait à son retour en Macédoine ne permet pas, en l'absence d'éléments particuliers dûment étayés, de retenir qu'elle serait exposée à un état de détresse ». « Elle est arrivée en Suisse à l'âge de 25 ans, elle a donc passé toute son enfance et sa vie de jeune adulte hors de notre pays. Elle n'y a séjourné qu'environ 5 ans avec des interruptions liées à ses séjours en Macédoine. » Par ailleurs « [...] ses parents résident en Macédoine. »*

La recourante indique ne pouvoir retourner en Macédoine en tant que femme abandonnée.

Le TF rétorque *« la recourante n'a invoqué que des violences conjugales et n'a nullement exposé en quoi sa réintégration dans son pays d'origine serait fortement compromise. »*

Le TF donne un poids important à l'analyse des juges cantonaux qui estiment que la détresse de la recourante est liée à la perspective du retour dans le pays d'origine, étant précisé que :

« [...] les troubles dépressifs réactionnels liés à la perspective du retour dans leur pays d'origine sont couramment observés chez les personnes dont la demande d'asile ou d'autorisation de séjour a été rejetée » sans que ces symptômes ne constituent en règle générale un obstacle sérieux du renvoi. »

(Arrêt TF 2C_968/2012, Grille 3).

Le TF reprend les propos de l'instance inférieure qui « [...] estime que la requérante n'a pas pu faire valoir des atteintes à sa personnalité et des difficultés intervenues après son mariage qui justifierait son permis de séjour. Le préjudice subi correspond à la vie courante dans un mariage islamique traditionnel ; il n'est pas clair d'évaluer dans quelle mesure sa réinsertion sociale au Kosovo comporterait des risques alors qu'elle a vécu 21 ans dans ce pays et qu'elle est familière des conditions qui y prévalent. La plaignante n'a pas démontré qu'elle serait rejetée ou bannie de sa famille. La preuve d'un mariage forcé n'a pas été établie. Le fait qu'elle rencontrerait des difficultés à se constituer une existence économique au Kosovo n'est pas démontré, ce qui laisse penser que son renvoi au Kosovo n'est pas déraisonnable et que sa présence en Suisse n'est pas indispensable. **La recourante a dû quitter son pays, mais c'est « elle qui l'a décidé », pourtant elle devait savoir « que le mariage avec un homme musulman, qu'elle n'a rencontré qu'une fois durant 5 jours et avec lequel elle n'a eu par la suite que des contacts téléphoniques » pouvait engendrer des problèmes. »**

Ce à quoi le TF rétorque que le Tribunal administratif cantonal (TAC) n'a pas suffisamment analysé les faits pour se déterminer de manière concluante.

Depuis l'échec de son mariage, la recourante suit des cours d'allemand et elle a trouvé un emploi afin d'assumer son entretien. Ce faisant, elle cherche à abandonner les structures sociales (patriarcales) de son pays et à s'intégrer. Ce comportement pourrait avoir effet d'irriter les membres de la famille restés au pays, ce que les autorités cantonales n'ont pas évalué en estimant que son renvoi ne comportait pas de risques.

Au final, le TF annule la décision du TAC et renvoie le dossier afin que le cas soit revu et corrigé par l'instance inférieure.
(Arrêt TF 2C_821/2011, **Grille 4**).

Selon le TF « [...] il n'apparaît pas clairement que le retour de la RA en Macédoine pose un problème particulier. La plaignante réside en CH depuis environ 4 ans et n'a vécu que trois mois avec son mari.

Elle a suivi des cours et a débuté un emploi en qualité de femme de ménage, mais cela ne suffit pas pour se poser la question de sa réintégration dans son pays d'origine.

Elle est venue en CH alors qu'elle avait 34 ans, donc a vécu la plus grande partie de sa vie en Macédoine, où elle a été scolarisée et imprégnée culturellement lors de son adolescence. »

« [...] Concernant l'état de santé de la fille de la recourante, le traitement et les investigations futures peuvent être poursuivis dans le pays d'origine. Ce d'autant que la thérapie consiste en une occlusion (couvrir l'œil).

(Arrêt TF 2C_429/2012, **Grille 5**).

La recourante invoque des difficultés de réintégration. Elle mentionne des pressions exercées par sa belle famille et des violences venant de sa propre famille. Sa situation de femme divorcée pourrait lui poser des problèmes car le mariage a été arrangé par leur famille respective.

Le TF réfute ces déclarations en soulignant leur manque de substance : « [...] Elle n'a pas rendu vraisemblables les persécutions de sa belle-famille, car la belle-famille vit en Suisse. N'a pas rendu crédibles les violences qu'elle risque de subir de la part de sa propre famille parce qu'elle entretient des contacts avec une partie de sa famille, notamment sa mère.

Selon le TF encore, «... elle est arrivée en CH à l'âge de 20 ans, elle a ainsi passé une grande partie de sa vie et de son adolescence dans son pays d'origine, y a fait toute sa scolarité et elle en est encore imprégnée culturellement ».

Dans cet arrêt, le TF rappelle les raisons personnelles majeures fixées par l'art. 50 al. 1 let. b et al. 2 LETr et la jurisprudence fédérale BGE 136 II 1 E. 5 S. 3 ff qui stipulent : «[...] kann ein Härtefall namentlich vorliegen, wenn die ausländische Person mit abgeleitetem Aufenthaltsrecht Opfer ehelicher Gewalt geworden ist oder wenn ihre soziale Wiedereingliederung im Herkunftsland stark gefährdet erscheint. Dabei ist etwa an geschiedene Frauen, namentlich mit Kindern, zu denken, welche in ein patriarchalisches Gesellschaftssystem zurückkehren und dort wegen ihres Status als Geschiedene mit Diskriminierungen oder Ächtungen rechnen müssen. Mögliche weitere Anwendungsfälle bilden gescheiterte unter Zwang eingegangene Ehen oder solche im Zusammenhang mit Menschenhandel (BGE 137 II 345 E. 3.2.2).

Der Verbleib in der Schweiz kann sich auch dann als erforderlich erweisen, wenn der Ehegatte, von dem sich die Aufenthaltsberechtigung ableitet, verstirbt...»

Traduction libre : «...lorsque la personne est victime de violences conjugales ou que sa réintégration sociale s'avère très risquée. On pourrait penser là à une femme divorcée avec enfants qui devrait retourner dans un système communautaire patriarcal et qui devrait craindre d'être discriminée ou exclue en raison de son statut de divorcée. Une autre possibilité serait que la séparation suive à un mariage forcé ou qu'elle soit victime de traite humaine. La possibilité de rester en Suisse est reconnue lorsque le conjoint décède ou lorsqu'il est interné... »

(Arrêt TF 2C_363/2012, **Grille 6**).

9.3 Analyse questionnaire des Centres LAVI romands

Un questionnaire évaluatif a été adressé à quatre Centres LAVI romands : Valais, Neuchâtel, Genève et Lausanne, afin vérifier les affirmations avancées dans le cadre de l'hypothèse trois « La plupart des femmes migrantes victimes de violences conjugales renoncent à dénoncer les violences, par peur de perdre leur permis de séjour ». Trois d'entre eux ont répondu par courriel et le canton de Vaud lors d'un entretien au centre LAVI de Lausanne. Tout d'abord, il s'agissait de déterminer si cet organisme détenait une statistique du nombre de femmes migrantes confrontées par cette problématique. D'autre part, si les intervenants LAVI faisaient une distinction suivant la provenance des victimes, c'est-à-dire ressortissantes extra-européennes, européennes et suisses, et si cela revêtait une importance particulière selon le statut juridique (pour les deux premières catégories, autorisation de séjour par le biais du regroupement familial) dans la prise en charge.

Dans le cas où leur permis était mis en péril, les orientaient-ils vers des bureaux de consultation juridique en matière du droit des étrangers (ex : Fraternité à Lausanne, Centre Contact Suisses-Immigrés à Genève et Valais, Centre Social Protestant-CSP ou avocats...), et si leur permis ne devait pas être renouvelé, les victimes allaient-elles jusqu'au bout de leurs démarches en vue d'une séparation ?

Et enfin, comment les professionnels des centres LAVI interprétaient-ils l'art. 50 LEtr et les modifications intervenues concernant le degré d'intensité des violences, critère évalué par les autorités pour le renouvellement du statut de séjour des victimes et le fait que dites autorités remettaient en question ou relativisaient les attestations témoignant les actes de violences subies fournies par les Centres LAVI ?

A la question de savoir si les différents centres LAVI détiennent une statistique du nombre de femmes migrantes victimes de violences conjugales et observent une distinction selon qu'elles soient ressortissantes extra-européennes /européennes, la réponse pour la plupart fut négative. Pour deux d'entre eux qui ont tenté fournir les données sollicitées, par exemple le site de Lausanne, le responsable l'a fait oralement lors de notre entretien (bref calcul des statuts des victimes pour l'année 2012). Et dans un autre cas, la statistique regroupait à la fois femmes, hommes et enfants. Un questionnaire plus au moins proche a été effectué début 2011 dans le cadre du groupe de travail « Femmes migrantes & violences conjugales » auprès de tous les Centres LAVI suisses et là encore nos recherches sont restées vaines, aucune statistique n'étant pratiquée, sauf pour le site de Fribourg. Quelques extraits sont repris ci-dessous afin d'étayer mes propos :

9.3.1 Statistiques :

Neuchâtel : « [...] Nous sommes régulièrement consultés par des victimes de violences conjugales, y.c des personnes migrantes. Nous ne tenons pas de statistiques spécifiques aux femmes migrantes »

Valais : « [...] D'après nos statistiques internes, tu trouveras, ci-dessous, le nombre des personnes (femmes, hommes et enfants) reçus au Centre LAVI en raison de violences domestiques et réparties en fonction de la nationalité :

Violences domestiques – nationalité			
NATIONALITÉ	2012	2011	2010
Extra-européen	91	61	62
Europe	145	114	102
Suisse	206	185	166
TOTAL	442	360	330

L'augmentation observée entre 2010 et 2012 est liée à une meilleure prise de conscience de l'impact des violences conjugales sur les enfants. Autrement dit, un meilleur recensement des situations des enfants qui grandissent dans ces familles (≠ à une augmentation de la violence) »

Lausanne : « [...] Nous rencontrons des victimes de tout statut confondu, mais nous ne tenons pas de statistique selon le statut juridique des victimes, d'une part, pour question de stigmatisation. En effectuant une petite évaluation (calcul rapide), nous pouvons relever que sur 1612 nouvelles situations reçues en 2012, 269 sont au bénéfice d'un permis B, sans distinction entre ressortissantes de l'UE et extra européennes. »

Violences domestiques selon le statut juridique 2012

Statut juridique	2012
Autorisation B	269
Autorisation C	201
Autorisation L	12
Autorisation F	9
Sans-statut légal	73
Autorisation N	21
Donnée non relevée	84
TOTAL	669

« [...] Environ 41% de nos bénéficiaires ne sont pas Suisses »

9.3.2 Distinction selon le statut juridique et la provenance des victimes (Etat tiers, Union européenne) :

Neuchâtel : « [...] Dans le cadre de notre mandat, l'information sur les problèmes pouvant survenir en matière de renouvellement de l'autorisation de séjour est importante. Cette information diffère effectivement selon le statut juridique de la personne ».

Lausanne : « [...] Le statut juridique n'est pas déterminant pour intervenir en tant que Centre LAVI. Le critère est : une infraction au sens du droit pénal, un lien entre l'atteinte et l'infraction, une atteinte de l'intégrité physique, psychique ou/et sexuelle ».

Valais : « [...] Nous recevons chaque année des femmes migrantes avec ou sans permis. Le statut juridique n'est pas un critère pour intervenir en tant que Centre LAVI. Il faut 3 conditions cumulatives : a) une infraction au sens du droit pénal, b) une atteinte de l'intégrité physique, psychique ou sexuelle, c) un lien de causalité entre l'infraction et l'atteinte. (L'infraction doit avoir eu lieu en Suisse ou la victime doit être domiciliée en Suisse au moment des faits). Le statut juridique peut avoir un impact non pas sur la prise en charge des Centres LAVI, mais sur la décision de la victime de quitter ou non un conjoint-e violent-e (par exemple : risques de non-renouvellement du permis ou encore aucun droit à l'aide sociale (par ex. pas de permis)) ».

9.3.3 Conseils juridiques en matière des droits des étrangers

Valais : « [...] Lorsque des enjeux importants sont liés au permis, nous conseillons aux personnes de prendre contact le Centre Suisses-Immigrés ou d'en discuter avec leur avocat. Au moment du renouvellement du permis, nous pouvons également faire un rapport pour le Service population et migration afin de soutenir leur demande ».

Genève : « [...] Lorsque leur permis est mis en péril, nous les orientons systématiquement vers les services spécialisés de notre canton en matière de droit des étrangers (CSP, Caritas, CCSI), sans prendre contact nous-mêmes mais en leur donnant les coordonnées des services et en les encourageant vivement à obtenir des informations plus précises.

Nous essayons de trouver des alternatives à la violence, tout en tenant compte de ce risque et tout en respectant toujours leurs choix ».

9.3.4 Mise en péril de leur permis : les femmes migrantes victimes de violences conjugales vont-elles jusqu'au bout de leur démarches en vue d'une séparation ?

Genève : *« [...] Sachant que leur permis pourrait ne pas être renouvelé, beaucoup de femmes retournent ou restent au domicile conjugal, par peur d'être renvoyées au pays. Nous ne tenons pas de statistique à ce sujet, mais nous pouvons dire que c'est une proportion importante de femmes qui vont temporiser et rester à contre-cœur dans une situation de violence de peur de perdre leur permis ».*

Valais : *« [...] La prise de décision repose sur de nombreux facteurs, le permis est un critère parmi d'autres. Toutes les situations sont possibles, certaines personnes décident de demander la séparation, d'autres préfèrent rester quelques mois/années supplémentaires avec leur conjoint pour garantir le renouvellement de leur permis ou encore gagner en autonomie (par exemple trouver une place de travail, apprentissage de la langue, etc) ».*

Lausanne : *« [...] Même si la violence est avérée (illustration d'une situation), on peut rien leur garantir. C'est un choix qui leur appartient et qui peut avoir de lourdes conséquences. Nous ne pouvons que les accompagner dans leur prise de décision ».*

9.3.5 En ce qui concerne l'interprétation et les modifications qui sont intervenues à l'art. 50 LETr « critères d'évaluation du degré de l'intensité des violences » retenus par les autorités lors du renouvellement du statut de séjour des victimes :

Genève : *« [...] Nous sommes favorables à une évaluation globale de la situation des femmes victimes qui tienne compte non seulement de l'éventuelle gravité des actes de violence physique, mais aussi de l'intensité des violences psychologiques et de leur durée, celles-ci ayant un fort impact à moyen et long terme. Nous sommes en accord avec l'évolution de la jurisprudence à ce sujet et espérons que l'ODM (ainsi que les cantons) tiennent de mieux en mieux compte de l'ensemble des éléments de violence pour chaque situation. Nous tentons d'étayer ces différentes formes de violence dans nos rapports ainsi que leur impact, non seulement sur les femmes victimes mais aussi sur leurs enfants ».*

Valais : *« [...] La modification de l'article 50 LETr semble plutôt favorable aux victimes de violences conjugales. Au vu de la diversité des situations que nous pouvons retrouver sous les termes de "violences conjugales", l'évaluation du degré de gravité me semble pertinente. Cette évaluation pose donc la question des critères qu'il faudrait utiliser pour évaluer ces situations. Nous verrons dans les faits comment cet article est appliqué/interprété par les autorités ».*

Lausanne : *« [...] L'assouplissement de la jurisprudence par rapport à la reconnaissance des violences conjugales et l'aspect non cumulatif de la réintégration dans le pays d'origine a déjà apporté un progrès dans la modification de l'art. 50 LETr, la place du **et** à un **ou** La question de l'intensité des violences va être dépassée. Oui c'est une nécessité prochaine ».*

9.3.6 Remise en question ou relativisme des attestations fournies par les professionnels des centres LAVI par les autorités compétentes en matière du droit des étrangers :

Genève : « [...] Nous n'avons pas eu connaissance de cas où les rapports du Centre LAVI de GE avaient été mis remis en question ou relativisés. Nous espérons qu'ils sont au contraire pris au sérieux et nous continuons de les faire avec cet espoir ».

Lausanne : « [...] Il nous a fallu du temps afin de d'arriver à une confiance avec les autorités vaudoises et nos certificats de reconnaissance des violences subies sont maintenant pris en compte par nos instances. Une remise en question de la position des professionnels par l'OFJ... On le vit mal !

Valais : « [...] Je n'ai pas assez de recul sur cette dernière question pour te répondre ».

9.3.7 Conclusion de cette enquête auprès des Centres LAVI

Ce que l'on constate, c'est qu'en l'absence de statistiques, il est difficile de recenser le nombre de femmes provenant d'Etats tiers victimes de violence conjugale s'adressant aux Centres LAVI. Ce chiffre me paraît important dans la mesure où cela nous permettrait de déterminer avec une certaine précision si le nombre de migrantes ayant recours à la LAVI est supérieure aux suisses. Et si la dépendance statutaire joue un rôle dans le maintien de cette violence.

Deuxième constat, c'est que tous les Centres sollicités affirment collaborer avec des services spécialisés en matière de droit des étrangers (permanence juridique ou avocats).

Un autre aspect qui pour moi revêt une importance capitale, c'est de savoir si les migrantes victimes de violence conjugale vont au bout de leurs démarches en vue d'une séparation. Ici, le constat est tristement dramatique car il confirme l'hypothèse selon laquelle la plupart des femmes concernées renoncent à dénoncer les violences par peur de perdre leur permis de séjour. Ce que nous observons, c'est également l'impuissance des professionnels face à ce désastre.

Pour ce qui est de l'interprétation et de la modification de l'art. 50 intervenues au cours de ces dernières années, tous se déclarent favorables et estiment qu'il s'agit là d'une évolution en matière de protection de la personne lésée. Par contre, ils prennent les choses avec prudence et souhaitent voir dans les faits comment cela sera appliqué par les autorités dans les années à venir. Finalement, la remise en question par les autorités des rapports fournis par la LAVI attestant des violences subies reste un élément qui a parcouru un certain chemin, mais c'est une reconnaissance qui demande une attention particulière et une étroite collaboration avec les autorités concernées.

Dans cette recherche, il a été question d'analyser le discours de l'autorité fédérale compétente en matière de migration. À cet égard, il convient d'évoquer le **Workshop régional concernant la mise en œuvre de l'art. 50 al. 2 LEtr** (cas de rigueur concernant la violence conjugale) organisé par l'Office fédéral des migrations (ODM) le 28 juin 2013. Le but de cette rencontre était d'optimiser la collaboration entre les autorités de migration et les services spécialisés dans le cadre de l'examen des demandes de cas de rigueur. Et de garantir une application aussi uniforme que possible par les cantons des dispositions légales.

La discussion concernait la prise en compte des indications des services spécialisés et les exigences concernant le contenu des dossiers soumis à l'ODM pour approbation. Pour rappel, un rapport du Conseil fédéral sur « la violence dans les relations de couple, ses causes et les mesures prises en Suisse » a été élaboré le 13 mai 2009.

Selon l'ODM, la définition du terme « violence conjugale » au regard de la loi sur les étrangers « *c'est une maltraitance systématique à l'égard d'une personne dans le but d'affirmer sa supériorité et d'exercer un contrôle sur elle.* » D'autre part, *elle doit revêtir d'une certaine intensité au point que la poursuite de l'union conjugale ne peut être raisonnablement exigée.* » La représentante de l'ODM indique qu'un acte isolé peut être pris en compte s'il revêt d'une extrême gravité comme par exemple une « *tentative de meurtre* ».

Il a été constaté lors de cette séance un décalage entre les services spécialisés présents et l'Office fédéral des migrations (ODM). La représentante de cet Office a laissé clairement entendre que les allégations de la victime et une simple attestation LAVI / d'une maison d'accueil ne suffisent pas et que les témoignages d'autres personnes ne sont guère probants dans la mesure où elles savent que le droit des personnes concernées sont en jeu.

Un poids important est donné aux classements et aux retraits de plaintes en défaveur des rapports/certificats des spécialistes attestant les violences, sans parler des dires de la victime et mise en doute par l'ODM.

Des statistiques cantonales devraient être mises sur pied, prochainement. L'ODM a incité les cantons à tenir des tables rondes entre centres spécialisés et services cantonaux de la population.

Des collaborateurs des centres LAVI de Vaud et Fribourg, le Centre Malley-Prairie, Solidarité Femmes, ainsi que la représentante de la Fédération des maisons d'accueil de la Suisse et du Liechtenstein ont réagi vivement pour rappeler qu'on n'admet pas dans leurs structures des personnes pas directement menacées dans leur intégrité... et que cette incertitude conduit certaines d'entre elles à un retour au foyer conjugal, jusqu'à ce que les choses prennent une tournure encore plus grave.

10. SYNTHÈSE

Un bref résumé des résultats est exposé en confrontation avec les hypothèses de recherche ainsi que le lien avec les concepts théoriques. Par ailleurs, l'analyse des réponses fournies par les professionnels suite au questionnaire qui leur a été adressé m'a permis de mieux saisir certaines des hypothèses avancées.

L'objectif de cette recherche était de savoir ce que risquaient les femmes migrantes et surtout celles provenant d'Etats tiers (hors Schengen) en cas de violences conjugales (la possibilité de quitter un conjoint-e violent), quel serait les conséquences sur leur droit de séjour ? D'analyser les critères retenus et les mesures d'appréciation et d'application des dispositions légales mises en place. Cette recherche visait également à tirer au clair les effets d'une dénonciation des actes de violence subis et comment ceux-ci sont mesurés par les instances cantonales et fédérales de recours pour justifier ou refuser la poursuite du séjour en Suisse. Et à évaluer l'accompagnement que sont en mesure d'offrir les professionnels (LAVI).

Tout cela en parallèle avec les concepts théoriques, historiques et juridiques en matière de droit des étrangers.

10.1 Vérification des hypothèses

Hypothèse 1 :

Malgré le progrès que le nouveau contenu de l'art. 50 LEtr de 2006 laissait envisager, les critères d'application semblent n'apporter aucune amélioration en termes de protection des femmes migrantes victimes de violence conjugale.

Sur le plan historique, c'est la première fois que l'on a introduit dans la loi sur les étrangers (LEtr) un article spécifique définissant une protection effective des femmes migrantes victimes de violence conjugale. Cela fait suite à une lutte menée au Parlement suisse durant plus d'une décennie, notamment sous la houlette de la Conseillère nationale, Madame Christine Goll, qui le 12 décembre 1996, décrivait une inégalité entre les femmes étrangères et suisses, et déposait une initiative parlementaire [96.461] demandant l'introduction « *d'un droit de séjour et de travail indépendant de l'état civil pour les migrantes* ». Par la suite, Madame Christina Hausammann, du Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes, a rédigé en 2004 un rapport intitulé « *Migrantes : droit de séjour et violence conjugale* ». A la suite de ces interpellations, les parlementaires ont répondu qu'ils traiteraient cette problématique dans le cadre de la révision totale de la loi sur les étrangers.

Cette lutte gagnée, la nouvelle loi sur les étrangers acceptée par le peuple en septembre 2006 est entrée en vigueur en janvier 2008. Dans les faits cependant, les nouvelles dispositions légales ont plutôt péjoré la situation des migrantes, et notamment celle des femmes en provenance d'un Etat extérieur à l'UE. Ainsi, aujourd'hui, une migrante venant d'un tel pays ne peut obtenir une autorisation de séjour que par le biais du mariage, ou alors elles sont détentrices de qualifications professionnelles indispensables à notre économie et le recrutement est demeuré vain dans les pays de l'UE/AELE. Or, cette possibilité reste assez illusoire de nos jours !

L'analyse des arrêts permet de saisir la complexité et le nombre de critères à prendre en compte lors de l'examen devant les instances cantonales et fédérales.

Ce qui ressort premièrement, c'est que les services cantonaux compétents en matière de migration et les instances auprès desquelles un recours peut être déposé ont un regard fort différent d'un canton à l'autre. Pour clarifier mes propos, je citerai en exemple le fonctionnement des structures prévalant en Valais en cas révocation de l'autorisation de séjour : le Service de la Population et des Migrations (SPM) envisage la révocation de l'autorisation de séjour et accorde à la personne un droit d'être entendu, ce qui signifie qu'elle a la possibilité de déposer ses observations. Si la révocation est confirmée par le SPM, une décision formelle est notifiée avec voie de recours. Le recours est ensuite adressé au Conseil Etat. Si ce dernier suit l'avis du SPM, un recours est interjeté auprès de l'instance cantonale supérieure, le Tribunal cantonal (TC). En cas d'échec, le dernier recours est engagé auprès de l'instance suprême suisse, le Tribunal fédéral (TF).

Ce qu'il faut préciser ici, c'est que dès le moment où la personne lésée s'engage dans ces démarches et que la demande d'assistance judiciaire sollicitée dans les requêtes est rejetée, il faut s'attendre à des frais de procédure importants faute de quoi les recours seront déclarés irrecevables. A ces frais s'ajoutent, au cas où les migrantes s'adressent à un avocat, les honoraires de ce dernier.

Si j'en reviens à ma recherche, sept arrêts sur huit émanent du Tribunal fédéral, ce qui veut dire que les intéressés ont essuyé une révocation des services cantonaux, révocation confirmée par les tribunaux cantonaux. Les procédures ont duré de dix mois à trois ans et des poussières ! Sur les sept décisions rendues par le TF, deux personnes ont été dispensées de frais de procédure, une décision de l'instance inférieure ayant été annulée et l'autre ayant obtenu des dépens représentant les frais d'avocat. Pour les autres décisions, les frais de procédure requis vont de Frs. 600.- à Frs. 1'500.-. A noter qu'il s'agit là uniquement des frais concernant la procédure fédérale.

La procédure la plus longue (3 ans et 3 mois) s'est heurtée au rejet du recours déposé contre la décision cantonale et le renvoi de la migrante, venant de Macédoine, et de sa fille âgée de 5 ans vers le pays d'origine a été confirmé. Le père de l'enfant est au bénéfice d'un permis d'établissement (C), permis dans lequel la fillette a également été intégrée.

Cette petite entrée en matière pour illustrer que la longueur des procédures induit des conséquences en termes économiques et au niveau de l'intégration sociale et professionnelle. Il ne faut omettre de parler des répercussions néfastes sur la santé, surtout si les personnes ont connu des violences domestiques, vivre aussi longtemps dans l'incertitude.

Hypothèse 2 :

Le principe d'égalité entre homme et femme est subordonné à la législation sur les étrangers, c'est le fait d'être étrangère avant d'être femme qui prime dans les décisions concernant la violence conjugale.

Cette hypothèse pourrait être reformulée afin de mieux saisir les intentions sous-jacentes des autorités appelées à se déterminer, à savoir : les décisions rendues par le TF et le TAF ont pour objet de statuer en fonction du motif de la venue en Suisse (regroupement familial ou activité lucrative = permis B).

Finalement, c'est le fait d'être étrangère qui prime et non celui d'être victime de violence. Même s'il existe un article de loi afin de protéger les victimes, l'objectif premier est lié à la limitation de l'immigration et il nous paraît que les autorités sont prêtes à nier les violences dont sont victimes les femmes migrantes. L'effort est mis sur la cause de la venue en Suisse, les migrantes sont en effet regardées comme de simples épouses, accompagnatrices de leur époux (rejoindre), avant d'être considérées comme de probables protagonistes, comme d'éventuelles actrices économiques et sociales de la migration.

Ce que l'on peut ressortir des huit décisions analysées, c'est que six d'entre elles concernent des femmes, deux des hommes, que quatre femmes ont été déboutées malgré des violences reconnues, deux ont été entendues par les autorités fédérales et les dossiers renvoyés à l'instance inférieure, et que les hommes ont été déboutés mais que ces décisions ont débouché sur une nouvelle jurisprudence qui laissait entrevoir un assouplissement dans

l'application des critères « réintégration *et* violence », critères qui sont devenus « violence *ou* réintégration. Malheureusement, cette modération se révèle très relative dans la mesure où l'on y a rajouté un nouveau critère, soit celui de l'**intensité** des violences subies.

L'analyse des arrêts révèle que quand bien même les violences sont reconnues, c'est souvent leur intensité qui est mise en cause ce qui permet finalement, dans la plupart des cas de débouter les personnes atteintes dans leur intégrité physique. L'on va également retenir la question de l'autonomie financière, celle de l'intégration professionnelle plus ou moins durable, la possibilité de réintégration dans le pays d'origine, examiner les attaches en Suisse et celles entretenues au pays, le nombre d'années vécues dans le pays de provenance et l'imprégnation culturelle qui en découle.

Pour les migrants en général, le principe d'égalité est appliqué en termes de renvoi vers le pays d'origine, dans ce sens les autorités suisses sont équitables. Cela tendrait à prouver que leur objectif premier réside dans la limitation de la population étrangère.

Par exemple, le TAF, en évoquant les violences subies, ne conteste pas les maltraitances et les conséquences qui en ont résulté sur la situation de la recourante (TF C-483/2006, arrêt du 22 août 2008), par contre cela ne constitue qu'un des éléments du dossier à prendre en considération pour l'examen de son séjour en Suisse. Dans cette situation donc, les violences sont admises (soit un des critères est rempli), son séjour en Suisse a duré six ans, la migrante d'origine brésilienne est économiquement indépendante, mais elle a vécu au Brésil jusqu'à l'âge de 25 ans (scolarité, adolescence, premières années d'adulte effectuées dans le pays d'origine) et sa situation professionnelle en Suisse ne lui a pas apporté « des connaissances et des qualifications professionnelles à ce point spécifiques qu'elle aurait peu de chance de les faire valoir dans son pays d'origine. »

Une autre problématique était sous-jacente dans certains arrêts (migrantes ressortissantes du Kosovo et de Macédoine) concernant les mariages arrangés et/ou forcés, mais également le statut de femme divorcée en cas de renvoi dans le pays d'origine. Pour ces cas, le TF a estimé que la vraisemblance des éléments susmentionnés n'a pas été étayée de manière convaincante pour justifier « un cas de rigueur ».

Hypothèse 3 :

La plupart des femmes migrantes victimes de violence conjugale renoncent à dénoncer les violences par peur de perdre leur permis de séjour.

L'analyse des arrêts laisse apparaître que les huit personnes qui ont recouru contre les décisions de révocation prononcées par les Services cantonaux habilités l'ont fait au motif qu'elles étaient victimes de violence conjugale.

Toutes ces personnes ont dépassé leur appréhension de perdre leur permis, partant du principe que les violences dont elles étaient l'objet devaient être dénoncées et reconnues.

Malheureusement, je ne peux me baser sur ces arrêts pour vérifier mon hypothèse quand bien même deux d'entre eux sont révélateurs par rapport à l'instruction des éléments figurant au dossier, à savoir que les violences ont été attestées et qu'elles ont été appuyées par des moyens de preuve (art. 77 OASA), pour la reconnaissance des violences conjugales.

L'article précité concerne des attestations fournies par des professionnels (LAVI, maison d'accueil), rapports médicaux, plaintes pénales, jugements.

La première situation concerne une ressortissante chilienne (TF 2C_221/2011) que les juges cantonaux ont débouté malgré des mesures protectrices mises en place par le Juge d'Arrondissement de Lausanne, une plainte pénale et un témoignage qui indique des violences (marques visibles sur les bras et les jambes), des humiliations pendant des mois par son époux et qu'elle a dû dormir pendant des semaines par terre dans une chambre non chauffée. Les autorités cantonales ont reconnu les violences conjugales malgré le non-lieu prononcé à la suite de la plainte pénale, le mari ayant nié les faits. Les mêmes autorités n'examinent pourtant pas cette question plus avant dans la mesure où elles estiment que la réintégration dans le pays d'origine ne pose pas de problème particulier. De son côté, le TF relève tout d'abord l'erreur commise par le Tribunal cantonal (TC). Il estime que sa motivation, à savoir que le cumul « violence et réintégration » n'est pas conforme à la jurisprudence de laquelle il ressort que la violence conjugale d'une certaine intensité qui risque de perturber gravement le conjoint peut suffire à elle seule l'octroi d'un titre de séjour. La cause est renvoyée par le TF à l'instance inférieure, la jurisprudence n'ayant pas été respectée et faute de recherches suffisantes permettant de vérifier la crédibilité du témoignage écrit. Au cas où ce dernier moyen de preuve est crédible, les violences encourues sont de nature à admettre les raisons personnelles majeures (art. 50 al. 1 let. b LEtr) et la recourante doit être autorisée à poursuivre son séjour en Suisse.

« Ce n'est pas à l'instance supérieure de procéder à des mesures d'instruction et d'appréciation des preuves, la cause est renvoyée au Tribunal cantonal ».

La deuxième situation concerne une ressortissante kosovare (TF 2C_821/2011). Elle représente un cas plus ou moins similaire dans la mesure où le Tribunal fédéral estime que l'instance inférieure n'a pas suffisamment analysé les faits pour se déterminer de manière concluante. Il s'agit en fait d'une ressortissante du Kosovo. Le Tribunal administratif (TA) de St-Gall considère que les soupçons portés sur son mari ne sont pas suffisants quant aux contraintes et privation de liberté infligées à son épouse, cette dernière n'ayant pas été enfermée ni frappée. Aux yeux du TA donc, il ne s'agit pas de violence familiale au sens de l'art. 50 al. 2. Il considère que le préjudice subi correspond à la vie courante dans un mariage islamique traditionnel. Il n'est pas clair d'évaluer dans quelle mesure sa réintégration sociale comporterait des risques... La preuve d'un mariage forcé n'est pas établie... La recourante a quitté son pays d'origine, « c'est elle qui l'a décidé ». Pourtant elle devait savoir « que le mariage avec un homme musulman qu'elle n'a rencontré qu'une fois durant cinq jours et avec lequel elle n'a eu par la suite que des contacts téléphoniques » pouvait engendrer des problèmes. Cependant, cette jeune femme a été empêchée de se mouvoir à sa guise, privée de liberté d'action et forcée de vivre selon un modèle patriarcal. Pour des raisons culturelles, elle n'a pu exercer une activité hors du domicile mais elle a été utilisée comme « femme de ménage » ou « esclave » pour sa belle-mère. Lorsqu'elle s'oppose à sa belle-mère et à son mari, elle est « mise à la rue ».

De son côté, le TF rappelle les conditions fixées par la loi, c'est-à-dire rendre vraisemblables les violences conjugales ou familiales (rapports médicaux ou évaluation psychiatrique, rapports de police, rapports/évaluation d'institutions (maisons d'accueil pour femmes, aide aux victimes), témoignages de proches ou de voisins.).

Dans le cas qui nous occupe, le TF estime que les autorités cantonales n'ont pas cherché à approfondir les dires de la recourante et du bureau de conseil aux femmes victimes de violence conjugale, n'ont pas mené d'enquête auprès du mari, de la belle-mère, du cousin et de l'oncle de la plaignante... et qu'elles ont jugé par défaut. Le dossier est renvoyé à l'instance inférieure pour nouvel examen.

Dans ces deux situations, les autorités inférieures (tribunaux cantonaux) ont manqué à leur devoir de vérification des éléments en minimalisant, voire même en accusant dans le second cas la victime de s'être mise en danger elle-même parce qu'elle a contracté un « mariage islamique traditionnel ». Le TF les rappelle à l'ordre, estimant que leur appréciation manque de rigueur.

Les autres arrêts ne répondaient qu'en partie à mon hypothèse. Une autre démarche s'est donc imposée pour l'explicitier de manière plus soutenue. Comme déjà mentionné dans le cadre de mon échantillon, il aurait fallu obtenir des témoignages de femmes migrantes. Or, cela s'est avéré impossible pour les raisons avancées plus avant. Je me suis alors tournée vers les professionnels qui accompagnent des victimes de violence conjugale et les réponses obtenues me permettent de confronter mon hypothèse.

Pour mieux cerner le phénomène, la première question fondamentale pour moi était d'obtenir des chiffres concernant le nombre de femmes extra-européennes qui sollicitent un soutien de la LAVI. Aucune distinction n'est établie sauf en Valais, un seul élément est retenu, soit celui du permis (B ou pas de statut du tout). Ce manque de données précises empêche d'avoir une vue d'ensemble sur la précarité statutaire.

Le deuxième élément qui me paraissait également essentiel, c'était de savoir si toutes ces femmes allaient jusqu'au bout de leurs démarches en vue d'une séparation sachant que leur permis était mis en péril. Et là encore, je n'ai pas de réponse claire à donner à cette interrogation. Les sites consultés sont très vagues à ce sujet.

«[...] Beaucoup de femmes retournent ou restent au domicile conjugal par peur d'être renvoyées au pays... »

«[...] Le statut juridique peut avoir un impact non pas sur la prise en charge des Centres LAVI, mais sur la décision de la victime de quitter ou non un conjoint violent... »

Ou encore, «[...] Même si la violence est avérée, on ne peut rien leur garantir, c'est un choix qui leur appartient et qui peut avoir de lourdes conséquences... »

Ce que je peux relever dans le suivi proposé par les professionnels, c'est qu'ils accompagnent toutes les femmes, peu importe leur statut, toutes bénéficient du même soutien et du même engagement. Une autre constatation en lien avec ce qui précède, tous les intervenants sont au courant de la problématique et suivent de très près l'évolution du cadre légal, plus précisément l'art. 50 et la directive y relative. Et lorsque des enjeux importants sont liés à leur permis, ils conseillent et collaborent avec des services spécialisés en matière des droits des étrangers et/ou des avocats.

Et dernière vérification en lien avec cette hypothèse, à savoir si les certificats fournis par la LAVI sont remis en question par les autorités, pour ma part, je comprends ce qui suit. En fonction des réponses obtenues, il semble qu'il a fallu du temps pour que leur avis soit pris en considération, il faut du recul, une étude plus approfondie pour se faire une idée plus concrète sur ce point.

11. PERSPECTIVES

Je vois pour ma part, d'après les statistiques, qu'une femme sur cinq en Suisse est victime de violence conjugale. Dans l'étude du Fonds national sur l'ampleur de la violence domestique, les chercheuses Gillioz/de Puy/Ducret parviennent à la conclusion que la nationalité, le domicile, le niveau de formation et la classe sociale ne constituent pas des facteurs significatifs de violence (Gillioz/De Puy/Ducret, Lausanne 1997, p. 88 et 194).

On peut dès lors partir du principe que le pourcentage de migrantes victimes de violence est également du même ordre. Les femmes victimes de violence conjugale, qu'elles soient Suisses ou étrangères, ont généralement du mal à se défendre contre leur agresseur et à échapper à la spirale de la violence.

A mon sens, les mesures prises ces dernières années pour assurer la protection des victimes de violence conjugale n'encouragent malheureusement pas les migrantes extra-européennes à dénoncer les violences dont elles font l'objet en raison de la précarité de leur statut.

Ce que j'ai tenté tout au long de mon travail de bachelor, c'est de ressortir les motifs qui constituent un frein à la volonté des migrantes de s'extraire des violences subies. D'une part, le fait de quitter même temporairement le domicile familial représente déjà un danger pour leur permis. Pourtant, la protection ne peut être assurée dans de bonnes conditions si la victime n'est pas séparée au moins temporairement de son agresseur. Or, le droit des étrangers empêche justement cette séparation puisque la validité de l'autorisation de séjour est conditionnée par la vie en commun qui doit subsister au moins trois ans. D'autre part, les motifs et la responsabilité de la séparation ne sont généralement pas pris en considération. De fait, les migrantes sont dans l'impossibilité de faire valoir le respect de leur intégrité physique et psychique sans compromettre leur droit de séjour en Suisse, ce qui est confirmé par les services spécialisés (enquête LAVI).

D'autres facteurs en lien avec les violences au sein du couple (individuel, relationnel et communautaire social) et le cycle de la violence sont également décisifs.

Les discriminations selon le rapport de genre (forte dépendance économique du partenaire et en moyenne de plus faibles chances sur le marché du travail et des salaires).

A mon avis, les perspectives ne sont guère réjouissantes. Au risque de me répéter, l'unique progrès serait de renoncer à la dépendance de la femme migrante en fonction de son autorisation de séjour obtenu par regroupement familial. Dans ce sens, il faudrait impérativement que le libellé du permis « pour vivre auprès de son époux » soit abandonné, ce qui aurait pour effet d'être indépendant de l'état civil. Cette indépendance génèrerait une relation égalitaire entre les époux parce que l'autorisation de séjour ne ferait plus l'objet d'un chantage continu dans le cadre du couple.

La LEtr actuelle, et comme explicité tout au long de ma recherche, n'offre que deux options à la femme migrante victime de violence conjugale. Soit elle subit les atteintes à l'intégrité physique et psychique perpétrées par son conjoint sans les dénoncer afin de maintenir son permis de séjour, soit elle se rebelle en faisant reconnaître, par les autorités habilitées à le faire, les maltraitances dont elle est l'objet au risque de perdre son permis.

Mais au vu du nombre d'années et d'interventions qu'il a fallu pour qu'une prise de conscience sur la problématique des migrantes apparaisse enfin et qu'elle mène à une modification de la loi sur les étrangers en termes de protection étatique apportée aux femmes migrantes lésées, il y a tout lieu de penser que ce n'est pas demain la veille que cette indépendance soit enfin reconnue sur le plan légal. Comme indiqué dans mon mémoire, une première motion allant dans ce sens, déposée devant le Parlement en 2009 par la Conseillère nationale Maria Roth-Bernacosni, a été refusée.

Pour faire aboutir une nouvelle avancée dans la défense du droit des migrantes victimes de violence, le groupe de travail auquel je collabore me paraît être une des pistes d'engagement.

Il faudrait bien sûr que des associations féminines au sens large du terme, des associations de défense des êtres humains, des structures d'aide aux victimes, des institutions spécialisées (LAVI) se liguent tous ensemble pour interpeller sans relâche nos parlementaires. Le lobbying constitue une démarche intéressante même si cela prend du temps.

Pour terminer cette recherche, j'emprunterai la citation suivante : « [...] une transformation des rapports de genre implique de profonds changements pour aller vers une société plus juste et équitable. Pour ce faire, il s'agit de promouvoir des rapports de genre plus équitables qui favoriseraient un développement économique, social, politique et culturel différent et plus juste ». (Fenneke Reysoo et Christine Verschuur, 2005).

12. CONCLUSION

Ma question de départ de mon travail de bachelor était de savoir si « l'article 50 de la loi sur les étrangers est appliqué à l'égard des femmes migrantes victimes de violences conjugales ? Quels critères sont retenus pour le renouvellement de leur autorisation de séjour ? »

Suite à cette démarche, cette question aurait pu être formulée de la manière suivante : « La législation suisse encourage la dépendance des migrantes de leur conjoint, renforce la domination masculine et accroît le risque de passage de la violence ? ».

Car à travers les analyses des arrêts, les réponses des spécialistes des Centres LAVI et le discours de l'Office fédéral des migrations (ODM), ce qui ressort est que d'une part, la politique en matière de migration en Suisse va dans un sens restrictif dans la mesure où l'on constate une maîtrise marquée tendant à limiter la « surpopulation étrangère ». Depuis le début de l'immigration dans notre pays, celle-ci revêt une fonction utilitaire, elle est au service du marché du travail. Toutes les initiatives ou révisions qui ont eu lieu depuis les années 60 ont un lien avec la tentative de plafonnement de l'immigration. Lorsqu'il s'agit d'adopter des lois visant à la protection des migrants, que ce soit dans le cadre de la loi sur l'asile et celui de la loi sur les étrangers (cas de rigueur, art. 50), les choses se corsent car on doit faire appel à nos valeurs humanitaires et interroger notre système juridique et social.

Et l'on se retrouve confronté entre une vision politique qui prône une limitation de la population étrangère et un système qui se dit protectionniste en termes d'inégalités et de discriminations entre les genres.

A cet égard, ce que l'on constate, c'est que la discrimination entre femmes étrangères et suisses est évidente lorsqu'elles se trouvent obligées de vivre dans un climat de dangerosité quotidienne. Les premières sont doublement pénalisées, elles sont victimes de violences et elles sont privées de leur autorisation de séjour si la vie commune a duré moins de trois ans. Les secondes peuvent sans autre se soustraire aux violences, poursuivre leur existence en Suisse dans des conditions plus ou moins acceptables et bénéficier de mesures réparatrices si le besoin s'en fait sentir.

Je rejoins également les propos repris par Natacha Chetcuti & Maryse Jaspard, 2007, concernant la : « Violence et prisme de la « culture et religion » défini par Christine Delphy en 2006, *« [...] c'est précisément dans cette inégale médiatisation et dénonciation des violences sexistes que se situe le processus de stigmatisation des minorités issues de l'immigration et de la construction de stéréotypes racistes. » En effet, ce « deux poids deux mesures » produit une équivalence entre les violences sexistes et la culture de ces minorités, en l'occurrence les cultures dites « arabe » ou « musulmane » ou « immigrée ». L'appréhension des violences sexistes par le prisme de la « culture » de l'Autre revient alors à essentialiser la culture de ces groupes, à en faire par essence des cultures plus sexistes que celle du groupe majoritaire et à affirmer que les hommes qui commettent ces violences seraient soumis au seul « diktat de leur culture » (Volpp, 1994, p. 94). Ces interprétations différenciées de la violence existent et posent éminemment problème, car elles ont pour défaut de stigmatiser la culture des uns et d'exonérer celle des autres de tout sexisme ».*

Ma question de départ, à savoir si les critères à remplir dans le cadre des nouvelles jurisprudences représentent une réelle avancée, s'altère lorsqu'on lit les décisions des instances appelées à se déterminer. En effet, il y a tellement d'autres critères qui entrent en jeu que finalement il est extrêmement difficile pour une victime étrangère (hors UE) de se voir reconnaître les violences dont elle a été victime ou de les dénoncer afin de bénéficier de la protection qu'elle est en droit d'attendre dans un système qui se réclame juste et égalitaire. Les témoignages obtenus auprès des professionnels confirment cette difficulté et se voient démunis face au dilemme auquel ces migrantes sont confrontées.

Au final, sous ces discours, la comparaison entre deux systèmes de genre, l'un censé être civilisé et non-sexiste, l'autre barbare et très sexiste, nous empêche de prendre le problème des violences domestiques et de toutes violences à l'encontre des femmes à bras le corps.

13. Bibliographie

13.1 Ouvrages utilisés

Anderfuhren Marie (HETS), Carreras Laetitia (CCSI), OASIS, 29.01.09, Genre et migrations, domesticité, regards croisés, Module OASIS, en novembre 2009.

Bolzmann Claudio, Module OASIS, 01.10.09, Transformations des politiques migratoires et enjeux autour de l'intégration. Perspectives de genre.

Bolzmann Claudio, Poncioni-Derigo Raffaella, Rodari Sophie, Tabin J.-P., *La précarité contagieuse*, édition ies et eesp, Genève / Lausanne 2002. p.31.

Bureau de l'égalité et de la famille et Commission cantonale contre la violence conjugale, *Dépistage – Soutien – Orientation – des Personnes victimes*, Fribourg, 2007.

Chappuis Elisabeth, juriste au CSP-VD, *Modifications législatives de la LSEE à la LEtr, regard critique*, conférence présentée le 14 sept. 2006 à Zurich.

Chetcuti Natacha & Jaspard Maryse, *Violences envers les femmes, Trois pas en avant deux pas en arrière*, l'Harmattan, 2007, p.202-203.

Dahinden Janine, Rosende Magdalena, Benelli Nathalie, Hanselmann Magali, Lempen Karine, *Nouvelles Questions Féministes, Migrations : genre et frontières – frontières de genre*, NQF. Vol 26, N° 1/2007.

Dubacher Claudia et Reusser Lena, Observatoire suisse du droit d'asile et des étrangers, rapport thématique, *Migrantes victimes de violence*, 2011.

Gafner Magalie, *Autorisations de séjour en Suisse, un guide juridique*, édition la Passerelle CSP Vaud, 2008, p. 32 à 34.

Gafner Magalie et Irène Schmidlin, Grand Angle, *Le genre et la législation Suisse en matière de migration*, NQF, Vol 26, N°1, 2007.

Gillioz Lucienne, De Puy Jacqueline, Ducret Véronique, avec la collaboration de Guisan Isabelle, *Domination et violence envers la femme dans le couple*, édit. Payot Lausanne, 1997 p. 24, 78

Gloor Daniela et Meier Hanna, *Evaluation de degré de gravité de la violence domestique, rapport de base du point de vue des sciences sociales*, sur mandat du Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes, BFEG, Berne, juin 2012.

Groupe de travail « Femmes migrantes & Violences conjugales » septembre 2009
Mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) par la Suisse. *Note d'information concernant les discriminations et les violences conjugales à l'égard des femmes ayant un statut précaire en Suisse* – Comité des droits de l'homme (HRC) 97^e session, 12-30 octobre 2009.

Hausammann Christina, rapport, Migrantes : *Droit de séjour et violence conjugale, octroi et renouvellement de l'autorisation de séjour*. Recommandations adressées par la commission cantonale de l'égalité entre la femme et l'homme Berne, aux autorités cantonales de police, juin 2004, p.10.

Killias M., Simonin M. & De Puy J. *Violence experienced by women in Switzerland over their lifespan. Results from the International Violence against Women Survey (IVAWS)*. Bern, Switzerland : Staempfli, (2005).

Observatoire romand du droit d'asile et des étrangers (ODAE) : Rapport thématique, *Femmes étrangères victimes de violences conjugale en Suisse romande*, 2ème édition révisée, 2012.

Piguet Etienne, *L'immigration en Suisse, 60 ans d'entrouverture*, 2e édition entièrement mise à jour, Collection Le Savoir suisse, Presses polytechniques et universitaires romandes, 2009, p. 13, 24-25, 59.

Quivy Raymond et Van Campenhoudt Luc, *Manuel de recherche en sciences sociales*, 3e édition, Dunod, Paris, 2006, p. 171.

Reyso Fenneke et Verschuur Christine, *Genre, nouvelle division internationale du travail et migration*, édition l'Harmattan, 1^{er} mai 2005, p.11.

Schwander Marianne, *Violence domestique : Analyse juridique des mesures cantonales*. Rapport établi sur mandat du Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes BFEG, Service de lutte contre la violence, novembre 2006.

Walker Leonore, 1983, « The battered women syndrom study ». Dans le rapport : *La spirale de violence, typologies des auteur-e-s et victimes : Conséquences pour le travail de consultation*, septembre 2012, Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes (BFEG).

Initiatives & Motions parlementaires :

Goll Christine (96.461), Droits spécifiques accordés aux migrantes, 12.12.1996.

Roth-Bernasconi Maria (09.3414), Autorisation de séjour indépendante de l'état civil, 30.04.2009.

Roth-Bernasconi Maria, (10.3515), Garantir la protection des migrantes victimes de violence, 17.06.2010.

Schéma

Tableau du modèle écologique : Heise L, Garcia-Moreno C. 2002. Violence by intimate partners. In: Krug E, Dahlberg LL, Mercy JA, et al., editors. *World report on violence and health*. Geneva (Switzerland): World Health Organization. p. 87–121 (ONU Femmes - Centre virtuel de connaissances pour mettre fin à la violence contre les femmes et les filles).

13.2 Ouvrages consultés

Agamben Giorgio, Homo Sacer, *Le pouvoir souverain et la vie nue*, édition du Seuil pour la traduction française, février 1997.

Commission fédérale pour les questions de migration (CFM), *Femme en migration, l'image des migrantes dans la perception de l'opinion publique et de la politique, ainsi que dans la recherche actuelle*, 2009.

Marzano Michela, *Dictionnaire de la violence*, Quadrige/Puf, Presses Universitaires de France, septembre 2011.

Moujoud Nasima, « Effets de la migration sur les femmes et sur les rapports sociaux de sexe. Au-delà des visions binaires », Les cahiers du CEDREF [En ligne], 16 | 2008, mis en ligne le 22 mars 2011, consulté le 29 octobre 2012. URL : <http://cedref.revues.org/577>

Roulleau-Berger Laurence, *Migrer au féminin, la nature humaine*, Presses universitaires de France, Puf, avril 2010.

13.3 Cyberographie

[http://www.bfm.admin.ch/content/dam/data/migration/rechtsgrundlagen/weisungen_und_kreisschreiben/weisungen_auslaenderbereich/familiennachzug/6-familiennachzug-f. \[PDF\]](http://www.bfm.admin.ch/content/dam/data/migration/rechtsgrundlagen/weisungen_und_kreisschreiben/weisungen_auslaenderbereich/familiennachzug/6-familiennachzug-f. [PDF])

1. Etrangers, 6. Regroupement familial, point 6.14.13, version du 1^{er} juillet 2013, Directives de l'office fédéral des migrations (ODM), consulté le 4 juillet 2013.

<http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/19/03/02/dos/02/04.html>, Analyses-homicides. Victimes d'homicide et de tentative d'homicide dans le couple, consulté le 9 octobre 2012 (Site de l'Office Fédéral des Statistiques, OFS)

http://www2.ohchr.org/french/law/femmes_violence.htm, Déclaration des Nations sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes, consulté le 2 juillet 2013.

<http://www.migrant.ch>, Nigg, Heinz (Hrsg), 1999, Ici et ailleurs. Vivre dans deux mondes. Zurich : consulté en décembre 2009.

www.oda-romand.ch, Observatoire romand du droit d'asile et des étrangers (ODAE), Fiche Cas 078/ 25.06.09, consulté en avril 2010.

www.bfm.admin.ch/bfm/fr/home.html, Office fédéral des Migrations, Statistique août 2009.

<http://www.bfm.admin.ch/content/dam/data/migration/statistik/auslaenderstatistik/2012/auslaenderstatistik-2012-08-f.pdf>, Statistique Office fédéral des Migrations, fin août 2009.

<http://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/20020232/index.html#a42>, Loi fédérale sur les étrangers du 16 décembre 2005 (Etat au 1^{er} juillet 2013). Consulté le 30 juillet 2013.

<http://www.bfm.admin.ch/content/dam/data/migration/berichte/migration/migrationsbericht-2011-f.pdf>, Rapport sur la migration 2011, Département fédéral de justice et police (DFJP), Office fédéral des migrations, Rétrospective historique, p 8 à 10. Consulté le 7 juin 2012.

<http://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/20020232/201307010000/142.20.pdf>, Loi fédéral sur les étrangers LEtr du 16 décembre 2005, p. 17. Consulté le 15 juillet 2013

www.ebg.admin.ch/dokumentation/00012/00442/?lang=fr, (pdf), La spirale de la violence, typologies des auteur·e·s et des victimes: conséquences pour le travail de consultation et d'intervention, consulté le 15 octobre 2012

<http://www.ebg.admin.ch/dokumentation/00012/00442/index.html?lang=fr>, Violence domestique : définition, formes et conséquences, BFEG, septembre 2012, dernière modification 22.10.2012.

14. ANNEXES

LISTE DES ANNEXES

- Exemple arrêt TAF ;
- Grille d'analyse y relative ;
- Le questionnaire adressé aux Centres LAVI.